

Ministère de l'Eau et de l'Assainissement

.....
Secrétariat Général

.....
DGRE-DGAEUE-ONEA

Burkina Faso

Unité - Progrès - Justice



**Programme National
d'Approvisionnement
en Eau Potable et d'Assainissement à
l'horizon 2015 [PN-AEPA 2015]**

**RAPPORT BILAN ANNUEL
AU 31 DECEMBRE 2015**

Février 2016

Table des matières

RESUME EXECUTIF -----	vi
INTRODUCTION -----	1
I. BILAN PHYSIQUE 2015 DES REALISATIONS D'OUVRAGES -----	4
1.1 OUVRAGES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE-----	4
1.1.1 Milieu rural-----	4
1.1.2 Milieu urbain-----	9
1.2 OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET EXCRETA-----	11
1.2.1 Milieu rural-----	11
1.2.2 Milieu urbain-----	18
II. CADRE UNIFIE DES INTERVENTIONS EN MILIEU RURAL ET RENFORCEMENT DES CAPACITES EN MILIEU URBAIN -----	20
2.1 CADRE UNIFIE DES INTERVENTIONS EN MILIEU RURAL-----	20
2.1.1 Renforcement des capacités de gestion du secteur AEPA-----	20
2.1.2 Renforcement des capacités de gestion du service public de l'eau-----	25
2.1.3 Renforcement des capacités de management et d'exécution des travaux et services du secteur privé et des ONG-----	28
2.1.4 Mise en place des instruments du PN-AEPA-----	35
2.2 RENFORCEMENT DES CAPACITES EN MILIEU URBAIN-----	37
2.2.1 Assistance au management-----	37
2.2.2 Assistance au niveau de l'exploitation-----	37
III. BILAN D'EXECUTION FINANCIERE 2015 -----	38
3.1 MILIEU RURAL-----	38
3.1.1 Bilan financier global de l'AEPA-----	38
3.1.2 Bilan financier du Cadre unifié des interventions de l'AEPA-----	38
3.1.3. Bilan financier des réalisations des ouvrages d'AEP-----	39
3.1.4. Bilan financier des réalisations des ouvrages d'AEUE (en millions de FCFA)-----	42
3.2 MILIEU URBAIN-----	46
3.2.1 Bilan financier global en millions de FCFA-----	46
3.2.2 Bilan financier des réalisations AEP (en millions de FCFA)-----	46
3.2.3 Bilan financier des réalisations AEUE (en millions de FCFA)-----	46
IV. ANALYSE DES PERFORMANCES ET EVOLUTION DES INDICATEURS -----	47
4.1 EAU POTABLE-----	47
4.1.1 Milieu rural-----	47
4.1.2 Milieu urbain-----	53
4.2 ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET EXCRETA-----	55
4.2.1 Milieu rural-----	55
4.2.2 Milieu urbain-----	58
V. FINANCEMENT DU PN-AEPA -----	60
5.1 Milieu rural-----	60
5.2 Milieu urbain-----	60
VI. ANALYSE DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES -----	61
6.1 Milieu rural-----	61
6.2 Milieu urbain-----	62
CONCLUSION -----	63
Annexe 1 : Situation des montants transférés aux communes dans le domaine de l'AEP -----	64
Annexe 2 : Situation des montants transférés aux communes dans le domaine de l'AEUE -----	65

Liste des tableaux

Tableau 1: Synthèse des réalisations 2015 en matière d'AEP	vi
Tableau 2: Synthèse des réalisations 2015 en matière d'AEUE	vi
Tableau 3: Réalisations de forages équipés de pompe, Puits Modernes, AEPS	4
Tableau 4: Réhabilitation de forages équipés de pompe, de puits modernes et d'AEPS	6
Tableau 5: Extension d'AEPS	7
Tableau 6: Difficultés rencontrées et proposition de solutions	8
Tableau 7: Réalisations d'ouvrages d'eau potables en milieu urbain	9
Tableau 8: Difficultés rencontrées et proposition de solutions (AEP urbain)	10
Tableau 9: Constructions de latrines dans les écoles et les CSPS	11
Tableau 10: Réalisation de latrines neuves dans les lieux publics	12
Tableau 11: Construction de nouvelles latrines familiales améliorées et puisards domestiques	13
Tableau 12: Situation des réalisations/réhabilitations de latrines familiales non subventionnées	14
Tableau 13: Réhabilitation de latrines dans les écoles, CSPS et lieux publics	15
Tableau 14: Réhabilitation de latrines familiales	16
Tableau 15: Difficultés rencontrées et proposition de solutions (AEUE rural)	17
Tableau 16: Réalisation d'ouvrages d'AEUE en milieu urbain	18
Tableau 17: Difficultés rencontrées et proposition de solutions (AEUE urbain)	19
Tableau 18: Etat de mise en œuvre du contrat d'assistance technique COWI AT PN-AEPA 2010-2015	20
Tableau 19: Missions assistance technique court terme réalisées au cours de l'année 2015 dans le cadre du contrat d'assistance technique COWI AT PN-AEPA.	21
Tableau 20: Situation des PCD-AEPA	24
Tableau 21: situation des AUE	25
Tableau 22: Situation des artisans réparateurs	26
Tableau 23: Situation de la gestion des AEPS-PEA	27
Tableau 24: difficultés majeures répertoriées dans la mise en œuvre de la Réforme et solutions proposées.	28
Tableau 25: Récapitulatif des études menées au cours de l'année 2015 par la DGRE et la DGAEUE.	28
Tableau 26: Situation des formations au profit des acteurs régionaux	31
Tableau 27: Situation attribution des agréments techniques	35
Tableau 28: Exécution financière global selon les sources de financement (en millions de FCFA)	38
Tableau 29: Exécution financière du CUI selon les sources de financement (en millions de FCFA)	38
Tableau 30: Bilan financier des réalisations de nouveaux ouvrages d'AEP (en millions de FCFA)	39
Tableau 31: Bilan financier des réhabilitations d'ouvrages d'AEP (en millions de FCFA)	40
Tableau 32: Bilan financier des extensions (en millions de FCFA)	41
Tableau 33: Bilan financier de construction de latrines institutionnelles et publiques (en millions de FCFA)	42
Tableau 34: Bilan financier de construction de latrines familiales (en millions de FCFA)	43
Tableau 35: Bilan financier des réhabilitations d'ouvrages d'AEUE (en millions de FCFA)	44
Tableau 36: Bilan financier des constructions de puisards domestiques (en millions de FCFA)	45
Tableau 37: Taux d'exécution financière globale	46
Tableau 38: Taux d'exécution financière de l'AEP	46
Tableau 39: Taux d'exécution financière de l'AEUE	46
Tableau 40: Taux de fonctionnalité des PEM, AEPS et Branchements Privés en 2015	47
Tableau 41: Evolution du taux d'accès à l'eau potable par région (%)	48
Tableau 42: Analyse comparative des réalisations de 2015 par rapport à la prévision OMD	51
Tableau 43: Cumul des réalisations communautaires et estimation des besoins en PEM pour l'atteinte des OMD	51
Tableau 44: Cumul des réalisations communautaires et estimation des besoins en AEPS pour l'atteinte des OMD	52
Tableau 45: Cumul des réalisations de bornes fontaines et estimation des besoins pour l'atteinte des OMD	52
Tableau 46: Récapitulatif des réalisations physiques en AEP depuis le démarrage du PN-AEPA	53
Tableau 47: Taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain par direction administrative en 2015 (%)	54
Tableau 48: Réalisations annuelles des ouvrages d'assainissement	55
Tableau 49: Taux d'équipement des CSPS et des écoles primaires en latrines	55
Tableau 50: Taux d'accès à l'assainissement familial en 2015 par région	56
Tableau 51: Récapitulatif des réalisations physiques en assainissement depuis le démarrage du PN-AEPA	58
Tableau 52: Taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain par direction administrative en 2015 (%)	59
Tableau 53: Financements acquis par rapport aux besoins de financement (en milliards de FCFA)	60
Tableau 54: Exécution BP Loi de finances 2015 (en millions de FCFA)	60
Tableau 55: Proportion des financements acquis par rapport aux besoins de financement AEPA (en milliards de francs CFA)	60
Tableau 56: Situation d'exécution des plans de passation des marchés	61

Liste des figures

Figure 1: Nombre de forages non équipés par région	5
Figure 2: Taux d'exécution financière par source de financement	38
Figure 3: Taux d'exécution financière du CUI par source de financement	38
Figure 4: Répartition des dépenses par nature des travaux d'AEP	41
Figure 5: Répartition des dépenses par nature des travaux d'AEUE	45
Figure 6: Evolution du Taux de fonctionnalité des PEM (%).....	47
Figure 7: Evolution du Taux de fonctionnalité des AEPS/PEA (%).....	48
Figure 8: Evolution du taux d'accès à l'eau potable en milieu rural	49
Figure 9: Carte comparative du taux d'accès à l'eau potable en milieu rural par rapport à la cible OMD	49
Figure 10: Cartes des taux d'accès à l'eau potable en milieu rural entre 2005 et 2015	50
Figure 11: Evolution du taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain	53
Figure 12: Cartes du taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain par centre ONEA	54
Figure 13: Taux d'accès à l'assainissement familial en milieu rural (%).....	56
Figure 14 : Carte comparative du taux d'accès à l'assainissement en milieu rural par rapport à la cible OMD.....	56
Figure 15 : Evolution du taux d'accès à l'assainissement familial en milieu rural	57
Figure 16: Situation sur les pratiques de lavage des mains	57
Figure 17: Graphe sur la situation de l'entretien des latrines en milieu rural (%)	57
Figure 18 : Evolution du taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain	59
Figure 19 : Financements acquis et à rechercher	60

Sigles et abréviations

ABS	: Appui Budgétaire Sectoriel
ACF	: Association Chant de Femme
AEP	: Approvisionnement en eau potable
AEPA	: Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement
AEPHA	: Approvisionnement en Eau Potable Hygiène et Assainissement
AEPS	: Adduction d'Eau Potable Simplifiée
AEUE	: Assainissement des Eaux Usées et Excreta
AFDH	: Approche Fondée sur les Droits Humains
AMOC	: Assistance à la Maitrise d'Ouvrage Communal
AT CT	: Assistance Technique Court Terme
AT LT	: Assistance Technique Long Terme
ATPC	: Assainissement Total Piloté par les Communautés
AUE	: Association des Usagers de l'Eau
BAD	: Banque Africaine de Développement
BP	: Branchements Particuliers
BF	: Bornes Fontaines
BPO	: Budget Programme par Objectif
CCEA	: Cadre de Concertation sur l'Eau et l'Assainissement
CEMEau	: Centre des Métiers de l'Eau
CNEau	: Conseil National de l'Eau
CNP	: Comité National de Pilotage
CPE	: Centre de Production d'Eau potable
CRP	: Comité Régional de Pilotage
CSPS	: Centre de Santé et de Promotion Sociale
CUI	: Cadre Unifié d'Intervention
DGAEUE	: Direction Générale de l'Assainissement des Eaux Usées et Excreta
DGESS	: Direction Générale des Etudes et Statistiques Sectoriels
DGRE	: Direction Générale des Ressources en Eau
DMOC	: Décentralisation et Maîtrise d'Ouvrage Communale
DRARHASA	: Direction Régionale de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire
DREAHA	: Direction Régionale de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement
EdL	: Etat des Lieux
EES	: Etude Environnementale et Sociale
ENA	: Enquête Nationale sur l'Assainissement
GFB	: Gestion Financière et Budgétaire
GIRE	: Gestion Intégrée des Ressources en Eau
ImS	: Intermédiation Sociale
INO	: Inventaire National des Ouvrages d'approvisionnement en eau potable en milieu rural
KFW	: Coopération Financière Allemande
MATDSI	: Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure
NCI	: Normes, Critères et Indicateurs
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONEA	: Office National de l'Eau et de l'Assainissement
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAAMU	: Promotion de l'Assainissement Autonome en milieu urbain
PAGIRE	: Plan d'Action pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
PCD-AEPA	: Plan Communal de Développement Approvisionnement en Eau

	Potable et Assainissement
PEA	: Poste d'Eau Autonome
PEA/BM	: Programme Eau et Assainissement de la Banque Mondiale
PEA/GIZ	: Programme Eau et Assainissement de la Coopération Internationale Allemande
PEM	: Point d'Eau Moderne
PICOFA	: Projet d'Investissement Communautaire en Fertilité Agricole
PMH	: Pompe à Motricité Humaine
PPI	: Programme Pluriannuel d'Intervention
PSEU	: Projet Sectoriel Eau en milieu Urbain
PN-AEPA	: Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement
UE	: Union Européenne
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
SCADD	: Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
SDAGE	: Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau
SIG	: Système d'Information Géographique
SNV	: Association Néerlandaise de développement
VIP	: Ventilated Improved Pit (Latrine à fosses ventilées)

RESUME EXECUTIF

Au 31 décembre 2015, le bilan d'exécution des activités du Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement se résume comme suit :

1. Réalisation d'ouvrages d'eau potable et d'assainissement

Eau potable:

Le bilan des réalisations des ouvrages d'eau potable est dressé ci-dessous :

Tableau 1: Synthèse des réalisations 2015 en matière d'AEP

Milieu Rural :			Milieu Urbain :		
Réalisation d'ouvrages d'AEP	Programmation	Réalisation	Réalisation d'ouvrages d'AEP	Programmation	Réalisation
Forages neufs	1 894	1 840	Pose de réseau (Km)	579	498
Réhabilitation de forages	487	502	BP (Nombre)	28 304	26 686
Puits neufs	36	53	BF (Nombre)	195	203
Réhabilitation de puits	24	20	Augmentation de la Capacité de stockage (m ³)	3 150	2 700
AEPS neuves	88	80	Augmentation de la Capacité de production (m ³ /j)	16 772	14 193
Réhabilitation d'AEPS	46	37			

Assainissement des Eaux Usées et Excreta:

La situation des ouvrages d'assainissement réalisés en 2015 est donnée ci-après :

Tableau 2: Synthèse des réalisations 2015 en matière d'AEUE

Milieu Rural			Milieu Urbain		
Réalisation d'ouvrages d'AEUE	Programmation	Réalisation	Réalisation d'ouvrages d'AEUE	Programmation	Réalisation
Latrines dans les écoles	613	707	Latrines dans les écoles	150	236
Latrines dans les CSPS	147	230	Raccordés au réseau collectif	200	160
Latrines Publiques	175	258	Latrines Publiques	350	298
Novelles latrines familiales	63 632	40 905	Latrines familiales	25 000	15 931
Puisards domestiques	5 339	2 479	Puisards domestiques	17 500	5 616
Latrines familiales réhabilitées	545	412	Extension réseau collectif (km)	-	-
			Station de traitement des boues de vidange	-	-

2. Cadre Unifié des Interventions (CUI) en milieu rural et renforcement des capacités en milieu urbain

Les résultats atteints par catégorie d'activités réalisées sont les suivants :

- **Renforcement des capacités de gestion du secteur AEPA :** L'année 2015 a connu la finalisation des documents suivants : i) le guide ImS en matière d'AEP ; ii) le guide d'ImS en matière d'AEUE ; iii) l'état des lieux (EdL) et diagnostic (audit organisationnel de la DGAEUE), le plan de renforcement des compétences avec sa feuille de route et le manuel d'organisation de la DGAEUE ; iv) les documents du PN- AEP et PN-AEUE à l'horizon 2030 (y compris l'EdL, l'EES et le CGES) ; v) l'EdL des normes, critères et indicateurs de l'AEPA, les propositions de modifications des NCI en matière d'AEPA (y compris le résumé exécutif et les projets d'arrêtés conjoints) .

38 PCD-AEPA ont été élaborés en 2015 dans les régions des Cascades, du Centre-Ouest, du Centre-Sud et du Sahel (financement BAD). Deux PCD-AEPA ont aussi été actualisés au cours de l'année dans les régions du Centre-Ouest et Centre-Sud (financement BAD). Il faut noter que, sur les 356 PCD AEPA élaborés au 31 décembre 2015, 142 arrivés à échéance doivent être actualisés en 2016, majoritairement dans les régions de i)

la Boucle du Mouhoun (41) ; ii) le Centre-Nord (16) ; iii) le Centre-Ouest (10) ; iv) le Nord (28) et v) le Plateau Central (20).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Décentralisation, et de l'accompagnement des compétences transférées aux communes, le ministère en charge de l'eau et de l'assainissement a transféré, pour le compte de l'année 2015, un montant de 666 867 000 francs CFA soit :

- 275 000 000 de francs CFA à 7 communes pour la réalisation de 2 030 latrines familiales ;
- 391 867 000 de francs CFA à 13 communes pour la réalisation de 52 forages positifs.

Il faut noter que 2015 fut une année pilote pour le transfert des ressources financières aux communes en matière d'assainissement des eaux usées et excréta et en matière de réalisation de nouveau forages positifs équipés de PMH. Dans le cadre de leur rôle régalié d'assistance aux communes, les directions régionales en charge de l'eau et de l'assainissement avec souvent l'appui de la DGRE et la DGAEUE ont appuyé les communes dans la mise en œuvre de leurs activités.

- **Renforcement des capacités de gestion du service public de l'eau** : La situation de mise en place des AUE au 31 décembre 2015 montre que : i) 96,0% des villages et secteurs ont une AUE mise en place ; ii) 92,6% de ces AUE sont reconnues et iii) 85,0% ont signées une convention de délégation de gestion avec les communes. 427 AUE ont été mises en place en 2015 dont 407 dans le Centre-Sud par le PAEPA/BAD/4R. De l'analyse du tableau 22, il ressort que sur 992 artisans réparateurs identifiés, 632 sont agréés soit un taux de 66,8% et 155 ont un contrat de maintenance en cours avec les communes soit un taux de 24,9%. Au cours de l'année 2015, 101 maintenanciers ont signé un contrat avec les communes dans les régions du Centre Nord (48), du Centre Sud (13), du Nord (3), du Plateau Central (25) et du Sud-Ouest (12). De l'analyse du tableau 23, il ressort que le taux d'AEPS/PEA gérés par délégation est de 40,9%. Ce taux est inférieur à celui de l'année passée à la même période qui était de 51,5%. Cette baisse peut être expliquée, de façon non exhaustive, par :
 - Le fait que seulement 19 nouveaux contrats de délégation ont été signés en 2015 pendant que 80 nouveaux AEPS/PEA communautaires ont été réalisés dans la même période ;
 - Jusqu'au 31 décembre 2014, 31 AEPS/PEA gérés par des COGES et des AUE (donc en gestion communautaire) dans la région du SAHEL étaient catégorisés en gestion déléguée. Cette erreur a été corrigée en 2015.

Le tableau 24 présente les difficultés majeures répertoriées dans la mise en œuvre de la Réforme et les solutions proposées.

- **Renforcement des capacités de management et d'exécution des travaux et services du secteur privé et des ONG** : l'état de l'élaboration des différentes études entreprises au cours de l'année est présenté au tableau 25. Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, plusieurs études sont en cours de réalisation ou en instance de validation dans le but de renforcer et de cadrer les actions dans le domaine de l'AEPA. L'année 2015 a été marquée par la relecture de la Politique Nationale de l'Eau en lien avec les Objectifs de Développement Durable et l'élaboration des programmes devant opérationnaliser cette politique. Il s'agit du PAGIRE, du PN AEP, du PN AEUE et du PGEA (programme gouvernance du secteur eau et assainissement). Le tableau 26 présente la situation des multiples formations produites au profit des acteurs régionaux.

En 2015, la Commission d'Attribution des Agréments Techniques (CAAT) a tenu quatre (04) sessions avec comme résultats :

- 412 agréments demandés ;
- 374 agréments accordés sur une prévision de 350 (attributions totales) ;
- 12 attributions partielles ;
- 26 rejets sans recours ;
- 11 cas de demandes d'authentification d'agréments avec trois retraits de marchés ;
- 24 arrêtés d'octroi d'agréments signés.

- **Mise en place des instruments du PN-AEPA :** Dans l'optique de rendre le site web www.eaiburkina.org plus visible et d'internaliser son développement et son animation d'une part, de l'héberger de façon sûre et sécurisée d'autre part, la DGRE et la DGAEUE ont entrepris de refondre le site en 2015. Plusieurs documents ainsi que les résultats de l'INO 2014 ont été mis en ligne sur le site web du secteur de l'eau www.eaiburkina.org et mis à la disposition des directions régionales en charge de l'eau et de l'assainissement et des agences de l'eau pour leur exploitation. Le rapport grand public 2014 du PN-AEPA a été rédigé et validé en Août 2015 par un comité technique mis en place à cet effet. Des plaquettes sur les modalités de calcul des taux d'accès AEPA ainsi que des fiches d'informations sur les critères d'allocation budgétaire ont été diffusées en 2015. Le Guide et la stratégie de mise en œuvre de l'ATPC ont été édités et diffusés à toutes directions régionales, ONG & Associations et les Partenaire Techniques et Financiers. Plusieurs activités ont été réalisées pour la promotion de l'hygiène et de l'assainissement et dans le cadre des concertations entre acteurs sectoriels. Les activités menées dans le cadre du suivi-évaluation et de la programmation concernent la mise à jour de la base de données de l'Inventaire National, la restitution des résultats dans les 13 régions, l'atelier de révision des outils BPO, les ateliers d'appui à l'élaboration du BPO 2016-2018 et la mise à jour de l'inventaire national des ouvrages d'AEP et la collecte des informations relatives aux ouvrages d'AEUE dans les 13 régions.
- **Renforcement des capacités en milieu urbain :** Le renforcement des capacités a porté sur le management de l'entreprise et sur l'assistance à l'exploitation.

3. Financement du secteur

Exécution financière global en milieu rural :

Sur le plan financier, le montant des investissements s'élève à 20 822,6 millions de FCFA sur une prévision de 34 071,9 millions de FCFA soit un taux de réalisation de 61,1%.

Exécution financière global en milieu urbain :

Sur le plan financier, le montant des investissements s'élève à 26 950 millions de FCFA sur une prévision de 33 288 millions de FCFA soit un taux de réalisation de 81,0%.

4. Analyse des performances et évolution des indicateurs

En milieu rural :

Le taux d'accès à l'eau potable est passé de 64,1% en 2014 à 65,0% en 2015 soit une progression de 0,9 point. La cible fixée à 65% est atteinte. Cette progression a permis de desservir 258 964 personnes additionnelles. Au total 846 956 personnes sont desservies sur une population de 13 033 540 personnes en milieu rural.

Le taux d'accès à l'assainissement est passé de 9,0% en 2014 à 12,0% en 2015 soit une augmentation de 3 points. La cible de 12% est atteinte. Cette progression a permis de desservir 413 170 personnes additionnelles. Au total 1 566 402 personnes sont desservies sur une population de 13 033 540 en milieu rural.

En milieu urbain :

Le taux d'accès à l'eau potable en 2015 est de 89,9% soit une amélioration de 2,9 points par rapport à son niveau de 2014 qui était de 87%. La cible fixée à 89% est dépassée. La population additionnelle desservie en eau potable en 2015 est de 295 342 personnes. Au total 4 338 518 personnes sont desservies sur une population de 4 823 296 personnes.

Le taux d'accès à l'assainissement en 2015 est de 34,2% soit une amélioration de 2,2 points par rapport à son niveau de 2014 qui était 32,0%. Il reste en dessous de la cible qui est de 35%. La population additionnelle ayant accès à un service d'assainissement adéquat en 2015 est de 177 784 personnes. Au total 1 650 397 personnes sont desservies sur une population de 4 823 296 personnes.

INTRODUCTION

Adopté en décembre 2006 par le gouvernement comme instrument pour l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement relatifs à l'eau potable et à l'assainissement, le Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement (PN-AEPA) à l'horizon 2015 a pour objectif général de réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion des personnes n'ayant pas un accès adéquat à l'eau potable et à l'assainissement en 2005 selon les normes, critères et indicateurs adoptés en la matière. Il s'intègre dans la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD) du Burkina.

Le PN-AEPA est réparti en volets rural et urbain comportant chacun une composante « approvisionnement en eau potable » et une composante « assainissement des eaux usées et excréta ».

La mise en œuvre du volet rural est placée sous la responsabilité de la Direction Générale des Ressources en Eau (DGRE), de la Direction Générale de l'Assainissement des Eaux Usées et Excreta (DGAEUE) et des directions régionales en charge de l'eau et de l'assainissement. Le volet urbain est placé sous la responsabilité de l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) dans le cadre de son plan de développement 2005-2015, en relation avec les collectivités territoriales.

Objectifs spécifiques du programme :

En matière d'approvisionnement en eau potable en milieu rural, l'objectif spécifique du PN-AEPA est de faire progresser le taux d'accès à l'eau potable de 52% en 2005 à 76% (objectif OMD) en 2015. Cependant en raison des résultats enregistrés, le dialogue sectoriel a fixé la cible de 2015 dans la matrice de performance à 65%.

En milieu urbain, l'objectif pour l'eau potable est de faire progresser le taux d'accès de 74% en 2005 à 87% en 2015. Ce taux étant atteint en 2014, le dialogue sectoriel a fixé la cible de 2015 dans la matrice de performance à 89%.

Dans le domaine de l'assainissement en milieu rural, le programme prévoit de faire passer le taux d'accès de 10% en 2005 à 54% en 2015. L'objectif de 54% avait été fixé sur la base d'une estimation faite au démarrage du PN-AEPA en 2005, mais l'Enquête Nationale sur l'accès des ménages aux ouvrages d'Assainissement familial (ENA) réalisée par la Direction Générale de l'Assainissement des Eaux Usées et Excreta (DGAEUE) en 2010 a montré que le taux d'accès à l'assainissement était de 0,8%. Cependant en raison des résultats enregistrés, le dialogue sectoriel a fixé la cible de 2015 dans la matrice de performance à 12%.

Pour l'assainissement en milieu urbain, le programme prévoit de faire passer le taux d'accès de 14% en 2005 à 57% en 2015. Mais en raison des résultats enregistrés, le dialogue sectoriel a fixé la cible de 2015 dans la matrice de performance à 35%.

Méthodologie d'élaboration du rapport

L'avancement périodique du PN-AEPA est apprécié au niveau national à travers les rapports bilans semestriel et annuel élaborés par les structures de coordination. Ces structures sont la Direction Générale des Ressources en Eau (DGRE), la Direction Générale de l'Assainissement des Eaux Usées et Excreta (DGAEUE) et l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA). Ces documents sont soumis à l'examen et à l'adoption du Comité National de Pilotage (CNP/PN-AEPA).

Le présent rapport annuel est établi sur la base de plusieurs sources et dispositifs de collecte d'informations. Il s'agit principalement des rapports bilans annuels régionaux, du rapport annuel d'avancement du PN-AEPA en milieu urbain, des données du Budget Programme par Objectif (BPO) pour le volet rural, et des résultats de la mise à jour de l'inventaire national des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et la collecte d'informations relatives aux ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta.

Pour le volet rural, les données des réalisations physiques 2015 ont été fournies par les résultats de la mise à jour de l'inventaire national des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et collecte d'informations relatives aux ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta conformément au dispositif de suivi-évaluation du PN-AEPA. Celles des programmations physiques et financières 2015 sont les programmations révisées issues du rapport bilan semestriel adopté à la 22^{ème} session ordinaire du CNP/PN-AEPA tenue le 13 juillet 2015. L'exécution financière a été établie sur la base des paiements effectués.

Pour le cas spécifique du budget de l'Etat alloué au secteur de l'eau potable et de l'assainissement en milieu rural (appui budgétaire sectoriel et fonds propres), l'information financière a été fournie par le circuit informatisé de la dépense.

Les rapports bilans annuels régionaux adoptés lors des 18^{èmes} sessions ordinaires des Comités Régionaux de Pilotage (CRP/PN-AEPA) tenues au cours de la période du 12 au 20 janvier 2016, fournissent les informations détaillées sur les activités réalisées et les difficultés rencontrées par certains acteurs dans la mise en œuvre du programme. Les rapports régionaux ont été élaborés en prenant en compte uniquement dans certains cas, des données transmises par les acteurs (Projets/Programmes, Associations/ONG, Structures déconcentrées de l'Etat, Communes...). Ils devront encore être actualisés afin de prendre en compte les résultats de la collecte effectuée sur le terrain à travers l'opération de « mise à jour de l'inventaire national des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et collecte d'informations relatives aux ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta » (nombre d'ouvrages d'AEPA, taux d'accès à l'assainissement, etc.)

A l'instar de celle de 2014, l'opération de « mise à jour de l'inventaire national des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et collecte d'informations relatives aux ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta » de 2015a été menée conjointement par la DGRE, la DGAEUE et les directions régionales en charge de l'eau et de l'assainissement.

Elle a été organisée en deux phases :

- La première s'est déroulée en juillet-août 2015 et a consisté à l'identification et à la collecte des informations sur l'ensemble des ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta nouvellement construits ou réhabilités en 2015 dans les ménages, les écoles, les CSPS et les lieux publics (gares, marchés et lieux de culte) ;
- La seconde s'est déroulée du 15 novembre au 12-décembre 2015 et a consisté à collecter les informations sur les ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta qui n'ont pas été couverts lors de la première phase et à identifier et collecter les informations sur l'ensemble des ouvrages d'AEP (nouvelles réalisations, état de fonctionnement des ouvrages existants).

Les fiches ont été acheminées à la DGRE et à la DGAEUE qui ont procédé chacune au contrôle, à la saisie, à l'apurement et au traitement des données. En retour, les résultats provisoires ont été transmis aux directions régionales le 12 et 14 janvier 2016 respectivement pour l'AEP et pour l'AEUE.

Pour le volet urbain, un comité opérationnel de suivi du PN-AEPA a été mis en place par l'ONEA. Ce comité est composé de la Direction du Projet AEP-Ouaga, la Direction de la Planification et des Investissements, la Direction de l'Assainissement, la Direction Financière et du Département Contrôle de Gestion.

A cet effet, le comité opérationnel est chargé de :

- La supervision de la mise en œuvre de l'ensemble du PN-AEPA au niveau opérationnel ;
- La collecte, l'analyse, la validation des informations émanant des différentes opérations ;
- L'arbitrage et la prise de décisions pour corriger les écarts qui sont notés.

Le comité opérationnel prépare les réunions trimestrielles du comité interne de supervision et lui soumet pour validation les rapports du PN-AEPA (rapports trimestriel, semestriel et annuel d'avancement, rapport annuel sur la gestion et les performances). Il est également chargé de fournir aux différentes instances externes, les informations demandées sur la mise en œuvre du PN-AEPA sous le format et la périodicité requis.

Au regard de l'importance et de la diversité de ses tâches, l'animation du comité opérationnel se fait sur la base d'outils communs et partagés assurant la transparence, la cohérence et l'anticipation des actions.

Au niveau du processus de planification les outils suivants sont mis en place par opération :

- Le cadre logique ;
- Le planning détaillé mis à jour (selon une périodicité bien définie) ;
- Le plan de passation des marchés mis à jour (selon une périodicité bien définie) ;
- Le plan d'assurance qualité ;
- La cartographie des risques ;
- La stratégie de communication et de conduite du changement.

Le Comité opérationnel suit la mise en œuvre du PN-AEPA à travers les rapports d'avancement.

Les instances de gouvernance du volet urbain du PN-AEPA sont :

- Le comité opérationnel : il est chargé de la collecte auprès des responsables d'opérations et de l'élaboration du rapport du PN –AEPA en milieu urbain;
- Le comité interne de suivi : il est chargé de la validation des rapports trimestriel et annuel du comité opérationnel, de préparer et présenter les rapports du PN-AEPA au Comité National de Pilotage et au Comité de supervision des activités de l'ONEA ;
- L'audit externe : son rôle est de valider les résultats de l'ONEA et les présenter au comité de supervision ;
- Le comité de supervision : il est chargé de valider le rapport du comité interne de suivi, formuler des recommandations visant à résoudre les difficultés, corriger les dysfonctionnements et suivre les recommandations.

Le présent rapport bilan, élaboré par un comité technique de rédaction, composé de la DGRE, de la DGAEUE, de l'ONEA, de la DGESS et de l'assistance technique COWI, présente une vue d'ensemble des activités réalisées entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2015 dans le cadre de la dernière année de mise en œuvre du PN-AEPA.

I. BILAN PHYSIQUE 2015 DES REALISATIONS D'OUVRAGES

1.1 OUVRAGES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE

1.1.1 Milieu rural

1.1.1.1 Réalisations physiques d'ouvrages neufs

Tableau 3: Réalisations de forages équipés de pompe, Puits Modernes, AEPS

Régions	Forages neufs					Puits neufs					AEPS neuves					
	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %	Nombre de Bornes Fontaines
		Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)			Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)			Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)		
Boucle du Mouhoun	74	62	27	89	83,8	0	0	11	11	-	4	2	0	2	50,0	6
Cascades	155	113	15	128	72,9	0	0	0	0	-	2	2	1	3	100,0	8
Centre	41	36	52	88	87,8	0	0	1	1	-	2	2	0	2	100,0	8
Centre-Est	190	190	65	255	100,0	9	2	0	2	22,2	6	1	0	1	16,7	1
Centre-Nord	86	69	25	94	80,2	0	0	0	1	-	5	3	0	3	60,0	9
Centre-Ouest	154	148	57	205	96,1	4	4	9	13	100,0	4	4	6	10	100,0	19
Centre-Sud	315	198	36	234	62,9	0	0	5	5	-	1	1	6	7	100,0	11
Est	226	111	23	134	49,1	0	0	2	2	-	11	9	15	24	81,8	41
Hauts-Bassins	80	44	13	57	55,0	0	0	4	4	-	5	3	0	3	60,0	13
Nord	99	61	53	114	61,6	14	3	0	3	21,4	11	5	0	5	45,5	11
Plateau Central	175	109	51	160	62,3	0	3	0	3	-	10	3	0	3	30,0	3
Sahel	236	188	27	215	79,7	9	5	2	7	55,6	24	8	7	15	33,3	35
Sud-Ouest	63	54	13	67	85,7	0	0	1	1	-	3	2	0	2	66,7	14
National	1 894	1 383	457	1 840	73,0	36	17	35	53	47,2	88	45	35	80	51,1	179

Source: Rapports 18^{ème}CRP ; INO 2015

En 2015, **1 893** PEM ont été réalisés en milieu rural ;ils sont composés de 1 840 forages équipés de pompes à motricité humaine (1393 communautaire, 374 institutionnels, 73 privés) et de 53 puits modernes. 80 systèmes de distribution (AEPS/PEA) composés de 54 Postes d'Eau Autonomes (PEA) et 26AEPS ont été également réalisés. Les 80 AEPS/PEA ont été réalisés avec 179 bornes fontaines. Ces réalisations sont inférieures à celles de l'année 2014 qui étaient de 1 918 forages, de 110 puits modernes, de 92 AEPS/PEA et de 426 bornes fontaines. Il convient de signaler toutefois que 453 forages équipés de pompes à motricité humaine et 35 AEPS-PEA ont été réalisés hors programmation. La région du Centre s'illustre avec plus de 59% de réalisation de forages hors programmation et les régions du Centre-Ouest, Centre-Sud et Est s'illustrent avec un taux de réalisation d'AEPS-PEA hors programmation supérieur à 50%.

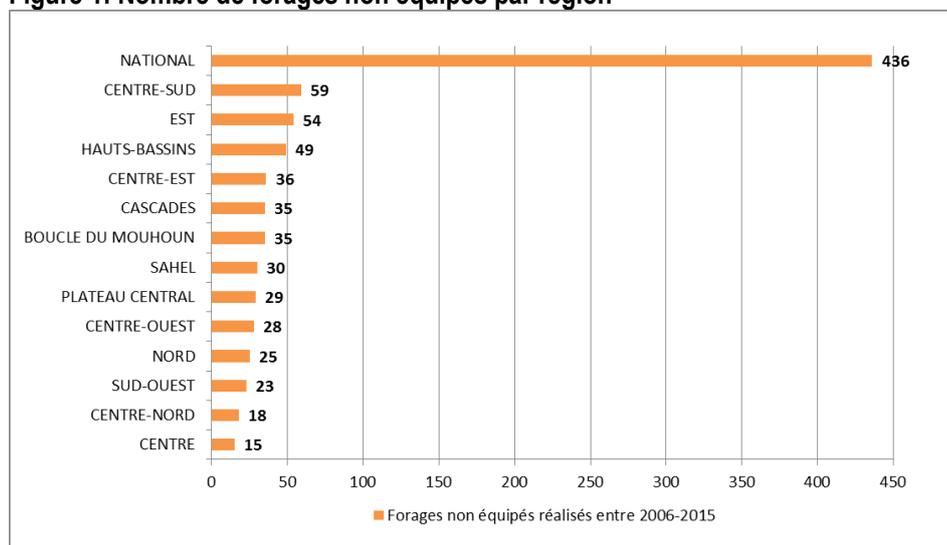
Le taux de réalisation des forages est de 73,0% au niveau national et varie au niveau régional entre 49,1% (Est) et 100% (Centre-Est). La faible performance constatée dans la région de l'Est s'explique par le fait que certains acteurs n'ont pas pu atteindre un taux de réalisation satisfaisant (PICOFA, OCADES, PNGT 2-3, COGEL, UNICEF, DRARHASA et les communes). Au niveau de la région du Centre-Est, tous les acteurs ont réalisé la totalité de leur programmation.

Le taux de réalisation des puits modernes est de 47,2% au niveau national et varie au niveau régional entre 21,4% (Région du Nord) et 100% (Centre Ouest).Au niveau de la région du Centre Ouest, l'association ASMAD a réalisé la totalité de sa programmation.

Le taux de réalisation des systèmes de distribution est de 51,1% au niveau national et varie au niveau régional entre 16,7% (Centre Est) et 100% (Cascades, Centre, Centre Ouest, Centre Sud). La faible performance s'explique par le retard accusé dans l'exécution des travaux dans la région du Centre-Est.

Le bilan de réalisation est de 97,1% pour les forages neufs, 147,2% pour les puits modernes et 90,9% pour les AEPS. Il est satisfaisant. Cependant, la concertation entre les acteurs au niveau régional doit être améliorée au regard des taux élevés de réalisations hors programmation (25% pour les forages, 66% pour les puits, 44% pour les AEPS-PEA).

Figure 1: Nombre de forages non équipés par région



Source: INO 2015

Sur la période2006-2015, les forages réalisés et non encore équipés, au moment du passage des points focaux, sont au nombre de 436dont 236pour 2015. Ceux antérieurs à 2015 (au nombre de 200) ont été principalement réalisés par l'Etat (Fonds propres, ABS, Fonds transférés aux communes), le PAEPA/BAD/4R, Plan Burkina et doivent faire l'objet d'une attention particulière pour leur équipement effectif au cours de l'année 2016.

1.1.1.2 Réhabilitations des ouvrages

Tableau 4: Réhabilitation de forages équipés de pompe, de puits modernes et d'AEPS

Régions	Forages réhabilités					Puits réhabilités					AEPS réhabilitées				
	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
		Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)			Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)			Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	43	28	13	41	65,1	0	0	2	2	-	3	2	0	2	66,7
Cascades	19	13	3	16	68,4	0	0	0	0	-	7	4	0	4	57,1
Centre	13	13	8	21	100,0	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-
Centre-Est	23	22	7	29	95,7	0	0	0	0	-	2	2	0	2	100,0
Centre-Nord	37	37	15	52	100,0	0	0	0	0	-	1	1	0	1	100,0
Centre-Ouest	75	73	0	73	97,3	5	0	0	0	0,0	10	10	0	10	100,0
Centre-Sud	38	32	10	42	84,2	0	0	0	0	-	1	0	0	0	0,0
Est	43	26	13	39	60,5	0	0	0	0	-	9	7	1	8	77,8
Hauts-Bassins	6	3	0	3	50,0	0	0	0	0	-	2	0	0	0	0,0
Nord	49	49	23	72	100,0	18	17	0	17	94,4	9	7	0	7	77,8
Plateau Central	57	13	0	13	22,8	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-
Sahel	83	104	0	104	125,3	1	1	0	1	100,0	1	1	2	3	100,0
Sud-Ouest	1	1	6	7	100,0	0	0	0	0	-	1	0	0	0	0,0
National	487	414	98	512	85,0	24	18	2	20	75,0	46	34	3	37	73,9

Source : Rapports 19^{èmes}CRP ; INO 2015

Pour l'amélioration de la fonctionnalité du parc des PEM et des AEPS/PEA existants, des réhabilitations ont été effectuées en 2015. Elles ont porté sur 512 forages, 20 puits et 37 AEPS/PEA. Ces résultats sont assez satisfaisants et indiquent que les acteurs du secteur s'investissent dans la mise à niveau des ouvrages.

Le taux de réhabilitation des forages est de 85% au niveau national et varie au niveau régional entre 22,8% (région du Plateau Central) et 100% (région du Centre, Centre-Nord, Nord et Sud-Ouest). La faible performance constatée dans la région du Plateau Central s'explique par le fait que le projet PAEPA-Dapéologo n'a réhabilité aucun de ses 37 forages programmés. Pour raison de réaménagement budgétaire. Les fonds prévus pour la réhabilitation de forages ont été utilisés pour la réalisation d'une AEPS supplémentaire.

Le taux de réhabilitation des AEPS-PEA est de 73,9% au niveau national et varie au niveau régional entre 57,1% (région du Cascades) et 100% (régions du Centre-Est, Centre-Nord, du Centre-Ouest et du Sahel). Les taux constatés dans les régions des Cascades, Centre-Sud, Hauts-Bassins, Sud-Ouest s'explique par le retard accusé dans l'exécution des travaux par les entreprises dans le cadre des fonds transférés aux communes. Au niveau des régions du Centre-Est, Centre-Nord, du Centre-Ouest et du Sahel, tous les acteurs ont réalisé la totalité de leur programmation.

Tableau 5: Extension d'AEPS

Régions	Extension d'AEPS				
	Programmation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
		Issues de la programmation (b)	Hors programmation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	1	1	0	1	100,0
Cascades	2	2	0	2	100,0
Centre	2	2	0	2	100,0
Centre-Est	0	0	0	0	-
Centre-Nord	1	1	0	1	100,0
Centre-Ouest	2	2	0	2	100,0
Centre-Sud	0	0	0	0	-
Est	2	2	0	2	100,0
Hauts-Bassins	0	0	0	0	-
Nord	2	1	0	1	50,0
Plateau Central	0	0	0	0	-
Sahel	0	0	0	0	-
Sud-Ouest	3	0	0	0	0,0
National	15	11	0	11	73,3

Source : Rapports 18^{èmes}CRP

Le taux de réalisation est satisfaisant sauf au niveau du sud-ouest où aucune extension prévue n'a pu être réalisée. Le taux nul s'explique par le retard accusé dans l'exécution des travaux par les entreprises dans le cadre des fonds transférés aux communes.

1.1.1.3 Difficultés rencontrées et propositions de solutions

Des difficultés ont été rencontrées à plusieurs niveaux par certains acteurs dans la mise en œuvre de leur programme d'activités en 2015 :

Tableau 6: Difficultés rencontrées et proposition de solutions

Difficultés rencontrées	Propositions de solutions	Responsable de mise en œuvre
Collectivités territoriales et structures déconcentrées		
1. Faible capacité technique de certaines communes à jouer leur rôle de maitre d'ouvrage	Renforcer davantage la sensibilisation des communes à se faire accompagner par les services techniques déconcentrés.	DGRE/DRARHASA
	Faire adopter la feuille de route AMOC en conseil des ministres en vue d'appuyer la mise en place des services techniques communaux.	MEA
2. Faible capacité des ressources humaines, insuffisance de matériels adéquats et mobilité du personnel.	Renforcer les capacités techniques du personnel et recruter du personnel	DRH/MEA
	Equiper les régions en matériels	DAF/MEA
3. Nombre très faible des ouvrages à réaliser et à réhabiliter dans les communes entraîne un désintérêt des soumissionnaires.	Opérationnaliser l'intercommunalité afin de créer un engouement des prestataires sur les marchés.	Commune, DRARHASA
	Augmenter les montants à transférer aux communes	DAF DGRE
4. Lenteur dans le paiement des contrats surtout au niveau des communes. Toute chose qui ne permet pas aux prestataires de disposer des moyens financiers à temps pour exécuter les travaux dans les meilleurs délais.	Renforcer la capacité des comptables communaux, Veiller au respect des délais de paiements	Communes, MATDSI
Suivi et planification des interventions		
5. Faible ciblage des besoins prioritaires par certains acteurs	Améliorer la communication entre les acteurs par l'organisation systématique d'ateliers régionaux de ciblage/programmation.	DRARHASA
6. Non exhaustivité des données collectées auprès des acteurs (projets/programmes, ONG/Associations, communes...) ne permet pas d'obtenir une programmation cohérente et maîtrisée	Poursuivre les concertations avec les acteurs en vue d'obtenir des données de programmation plus exhaustives et permettre le ciblage des investissements.	DRARHASA
Technique, prestation des entreprises et financier		
7. Faible organisation et la performance limitée de certaines entreprises dans l'exécution des travaux	Améliorer le processus de recrutement	DMP/MEA, SGR
8. Défaillance de certains Bureaux d'Etudes dans le suivi contrôle des travaux	Renforcer la supervision les travaux de réalisation des ouvrages d'AEPA.	DRARHASA

Source : Rapports 18^{ème} CRP

1.1.2 Milieu urbain

1.1.2.1 Réalisations physiques d'ouvrages neufs

Tableau 7 : Réalisations d'ouvrages d'eau potables en milieu urbain

DR-ONEA	Réseau (Km)			BP (Nombre)			BF (Nombre)			Capacité de stockage (m3)			Capacité de production (m3/j)		
	Prévision	Réalisé	Taux (%)	Prévision	Réalisé	Taux (%)	Prévision	Réalisé	Taux (%)	Prévision	réalisé	Taux (%)	Prévision	Réalisé	Taux (%)
Boucle du Mouhoun	9	14	155,6	846	859	101,5	7	3	42,9	650	650	100,0	-	-	
Cascades	9	4	44,4	704	883	125,4	3	4	133,3	-	-		288	-	
Centre	244	289	118,4	15 600	13 157	84,3	50	78	156,0	-	-		6 840	6 557	95,9
Centre-Est	25	19	76,0	1 197	874	73,0	15	-	0,0	150	-		796	-	
Centre-Nord	18	5	27,8	907	481	53,0	11	-	0,0	-	-		60	-	
Centre-Ouest	63	51	81,0	1 051	1 597	152,0	38	32	84,2	450	450	100,0	384	368	95,8
Centre-Sud	4	-	0,0	384	482	125,5	3	-	0,0	-	-		336	-	
Est	4	11	275,0	870	709	81,5	5	-	0,0	-	-		-	-	
Hauts-Bassins	111	20	18,0	4 302	5 521	128,3	5	7	140,0	1 000	1 000	100,0	5 400	5 400	100,0
Nord	12	9	75,0	861	1 148	133,3	10	-	0,0	-	-		-	-	
Plateau Central	18	3	16,7	676	211	31,2	5	-	0,0	-	-		-	-	
Sahel	16	20	125,0	502	311	62,0	15	12	80,0	150	150	100,0	928	848	91,4
Sud-Ouest	47	53	112,8	404	453	112,1	28	67	239,3	750	450	60,0	1 740	1 020	58,6
ONEA	579	498	86,0	28 304	26 686	94,3	195	203	104,1	3 150	2 700	85,7	16 772	14 193	84,6

Source : ONEA, 2015

L'état d'avancement des travaux d'approvisionnement en eau potable se présente comme suit :

- Réseau : 86,0%
- Branchements Particuliers (BP) : 94,3%
- Bornes fontaines (BF) : 104,1%
- Capacité de Stockage : 85,7%
- Capacité de production : 84,6%.

L'avancement de la composante est globalement satisfaisant.

Le taux de réalisation de pose de réseau de 86% est supérieur à celui de 2014 qui était de 72%. Ce taux varie de 0% dans la région du centre sud à 302% dans la région de l'est. Les contre-performances s'expliquent par la lenteur dans le processus de passation du marché des extensions 2015.

Le taux de réalisation des branchements est en baisse. Il est passé de 111% en 2014 à 94,3% en 2015.

Le taux de réalisation des châteaux d'eau en 2015 est de 86%. Il est en amélioration par rapport à 2014 où il était de 68%. Il varie de 0% dans la région Centre-Est à 100% dans les régions de : Boucle du Mouhoun, Centre Ouest, Hauts-bassins et du Sahel.

Le taux de réalisation de bornes fontaines est en amélioration de 20 points par rapport à 2014 passant de 84 % à 104 % en 2015. Le taux varie de 0% dans les régions du Centre Est, Centre Nord, Centre Sud, Est, Nord et Plateau Central à 239 % dans la région du Sud-Ouest.

Le taux réalisation de l'augmentation de la capacité de production au niveau national est de 84,6% en hausse de 3,6 points par rapport à 2014 (81%); il varie de 0% dans les régions des Cascades, Centre Est, Centre Nord et Centre Sud à 100% dans la région des Hauts-Bassins.

Les cibles non atteintes s'expliquent par les retards dans la réalisation des travaux d'une part et le glissement dans la passation des marchés d'autre part.

1.1.2.2 Difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux

Le tableau ci-dessous présente les difficultés majeures rencontrées.

Tableau 8: Difficultés rencontrées et proposition de solutions (AEP urbain)

Difficultés rencontrées	Propositions de solutions	Responsable de mise en œuvre
1. La défaillance de certaines entreprises, notamment celles en charge du renforcement des capacités de stockage du fait de leurs faibles capacités à réaliser les travaux dans les délais ;	Accompagner les entreprises dans la réalisation des travaux à travers l'instauration d'un cadre d'écoute permettant d'engager des actions pour leur renforcement	ONEA
2. La lenteur du processus de passation des marchés	<ul style="list-style-type: none"> - L'anticipation dans le processus du plan de passation des marchés - L'instauration d'un contrôle à postériori de la DGCMEF en lieu et place des avis à priori permettant d'accélérer le processus de passation des marchés. 	ONEA

Source : ONEA, 2015

1.2 OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES ET EXCRETA

1.2.1 Milieu rural

1.2.1.1 Réalisations physiques d'ouvrages neufs

Tableau 9 : Constructions de latrines dans les écoles et les CSPS

Régions	Latrines dans les Ecoles									Latrines dans les CSPS					
	Programmation révisée		Réalizations						Taux de réalisation (%)		Nouvelles réalisations				
	Globale	Réservée aux filles	Global issues de la programmation	global hors programmation	Total global	programmée réservée aux filles	hors prog reserv aux filles	Total réservé aux filles	Global programmé	Réservé aux filles	Program-mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %
											Issue de la program-mation (b)	Hors program-mation (c)	Total (b+c)		
Boucle du Mouhoun	9	0	9	24	33	0	2	2	100	-	2	1	34	35	50
Cascades	254	126	204	0	204	47	0	47	80	37,3	47	46	0	46	98
Centre	15	1	3	4	7	0	1	1	20	-	9	6	6	12	67
Centre-Est	43	13	25	27	52	1	8	9	58	7,7	6	5	1	6	83
Centre-Nord	72	39	71	0	71	24	0	24	99	61,5	3	3	7	10	100
Centre-Ouest	21	6	21	54	75	6	13	19	100	100	22	2	28	30	9
Centre-Sud	23	11	16	8	24	4	0	4	70	36,4	0	0	11	11	-
Est	77	35	31	14	45	4	3	7	40	11,4	23	12	7	19	52
Hauts-Bassins	7	0	7	41	48	0	12	12	100	-	1	1	8	9	100
Nord	35	4	16	16	32	4	2	6	46	100	15	15	2	17	100
Plateau Central	10	0	10	28	38	0	4	4	100	-	0	0	17	17	-
Sahel	32	9	32	11	43	9	5	14	100	100	17	9	0	9	53
Sud-Ouest	15	6	15	20	35	5	0	5	100	83,3	2	2	7	9	100
Total	613	250	460	247	707	104	50	154	75	41,6	147	102	128	230	69

Source : Rapports 18^{ème}CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2015

Ecoles

Le taux de réalisation des latrines dans les écoles primaires est de 75% au niveau national. 6 régions sur les 13 ont réalisé totalement leur programmation. La région enregistrant le plus bas taux (20%) est celle du Centre du fait que la commune de Ouagadougou a réalisé des blocs de latrines initialement prévus pour le milieu rural. La région de l'Est enregistre aussi un faible taux d'exécution (40%) et cela s'explique par le fait que l'ONG ACF n'a pu réaliser que 21% de sa programmation. Cela est dû au retard accusé dans le recrutement d'un maître d'ouvrage délégué. La région du Nord enregistre également un faible taux d'exécution (46%).

Pour 707 blocs de latrines réalisés, seulement 154 avaient été affectés aux filles lors du passage des points focaux communaux.

CSPS

Le taux de réalisation des latrines programmées dans les CSPS est de 69% au niveau national ; il varie de 9% dans la région du Centre-Ouest à 100% dans les régions des Hauts-Bassins, du Centre-Nord, du Nord et du Sud-Ouest. La faible performance constatée dans la région du Centre-Ouest est liée à la non réalisation de la programmation de la Direction Régionale de la Santé (DRS). Le taux de 69% est inférieur à celui de 2014 qui était de 73,6%. Cette contre-performance au niveau des CSPS s'explique par la situation socio-politique qui a occasionné des réaménagements budgétaires à tous les niveaux.

Par ailleurs, 128 blocs de latrines non programmés (55,6%) ont été réalisés au cours de l'année 2015 sur l'ensemble des 13 régions portant le nombre de réalisations nationales à 230 blocs de latrines.

Tableau 10 : Réalisation de latrines neuves dans les lieux publics

Latrines dans les lieux Publics (marchés, gares, lieux de cultes)					
Régions	Programmation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %
		Issue de la programmation (b)	Hors programmation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	12	10	46	56	83,3
Cascades	7	3	0	3	42,9
Centre	8	6	4	10	75
Centre-Est	1	1	13	14	100
Centre-Nord	18	18	28	46	100
Centre-Ouest	50	32	6	38	64
Centre-Sud	0	0	10	10	-
Est	22	2	6	8	9,1
Hauts-Bassins	1	1	12	13	100
Nord	28	12	0	12	42,9
Plateau Central	7	7	5	12	100
Sahel	13	13	10	23	100
Sud-Ouest	8	8	5	13	100
Total	175	113	145	258	64,6

Source : Rapports 18^{èmes} CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2015

Le taux de réalisation des latrines dans les lieux publics est de 64,6%. Bien que ce taux soit supérieur à celui de 2014 (45,9%), il n'est pas satisfaisant. Si 6 régions présentent un taux d'exécution de 100%, la région de l'Est enregistre la plus faible performance (9,1%), et cela est dû au retard accusé dans le recrutement du prestataire par la DRARHASA. Sur 258 latrines réalisées, on note 145 latrines réalisées hors programme soit un pourcentage de 56,2%. Il est important que les différents acteurs redoublent d'efforts dans la concertation afin d'améliorer la programmation.

Tableau 11 : Construction de nouvelles latrines familiales améliorées et puisards domestiques

Régions	Latrines Familiales					Puisards domestiques				
	Nouvelles réalisations					Nouvelles réalisations				
	Program-mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	Program-mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
Issue de la program - mation (b)		Hors program - mation (c)	Total (b+c)	Issue de la program - mation (b)			Hors program - mation (c)	Total (b+c)		
Boucle du Mouhoun	12 894	6 684	801	7 485	51,8	1 370	21	43	64	1,5
Cascades	2 689	2 308	0	2 308	85,8	1607	1256	0	1256	78,2
Centre	766	517	720	1 237	67,5	30	19	0	19	63,3
Centre-Est	4 489	1 731	0	1 731	38,6	0	0	9	9	-
Centre-Nord	7 347	3 531	0	3 531	48,1	125	7	0	7	5,6
Centre-Ouest	6 884	5 164	499	5 663	75,0	500	283	0	283	56,6
Centre-Sud	4 174	1 627	0	1 627	39,0	738	218	0	218	29,5
Est	4 646	3 625	0	3 625	78,0	310	115	0	115	37,1
Hauts-Bassins	7 337	2 993	0	2 993	40,8	0	0	169	169	-
Nord	1 122	1 122	1 271	2 393	100,0	250	21	0	21	8,4
Plateau Central	1 655	1 648	0	1 648	99,6	0	0	27	27	-
Sahel	5 231	3 867	0	3 867	73,9	190	131	0	131	68,9
Sud-Ouest	4 398	2 797	0	2 797	63,6	219	160	0	160	73,1
Total	63 632	37 614	3 291	40 905	59,1	5 339	2 231	248	2 479	41,8

Source : Rapports 18^{ème}CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2015

Le nombre de nouvelles latrines réalisées est de 40 905 ; il est inférieur à celui de 2014 qui était de 41 035 soit une diminution de 130 latrines. Le taux de réalisation au niveau national est de 59,1 % contre 63,4% en 2014. Dans les régions ce taux varie de 38,6% dans la région du Centre Est à 100,0% dans la région du Nord. Quatre (4) régions enregistrent des taux en dessous de 50%. Ce sont : le Centre Sud (39,0%), les Hauts-Bassins (40,8%), le Centre Nord (48,1%) et le Centre-Est (38,6%). Ces faibles performances s'expliquent par :

Centre Est

- Le retard accusé dans la réalisation des travaux ;
- Le faible niveau d'exécution des latrines subventionnées par DAKUPA (taux d'exécution de 43,60%).

Centre Sud

- La non réalisation des latrines prévues par la DRARHASA dans le cadre de l'ABS ;
- Le retard accusé dans la réalisation des ouvrages prévus par la DGAEUE.

Hauts Bassins

- Lanon réalisation de 500 latrines dans le cadre de l'ABS due à la résiliation du marché pour défaillance de l'entreprise ;
- La non réalisation des latrines prévues par le projet SANIYA KAGNI qui n'a pas encore démarré les travaux ;
- Le non achèvement des travaux engagés sur les fonds transférés aux communes.

Centre Nord

- Le non achèvement des réalisations de certains acteurs dues aux difficultés dans la mobilisation des parts contributives des bénéficiaires, à la non disponibilité et accessibilité des sites de travaux et à leur abandon par certains maçons au profit d'autres activités ;
- Le retard accusé dans la passation des marchés, la dispersion des sites et la non disponibilité des listes des bénéficiaires de certaines communes;

On note cependant 3291 nouvelles réalisations de latrines hors programmations. Dans les régions de la Boucle du Mouhoun (801), du Centre (720), du Centre Ouest (499) et du Nord (1271). Ce contraste témoigne toujours de la

difficulté à maîtriser la programmation des différents intervenants. Il est important que les différents acteurs redoublent d'efforts dans la concertation afin d'améliorer la programmation.

En 2015, 2479 puisards domestiques ont été réalisés contre 997 en 2014, soit une hausse de 1482. Toutefois le taux de réalisation (41,8%) est faible au niveau national. Ceci se traduit par les faibles taux de réalisation des régions du Nord (, du Centre-nord, et de la Boucle du Mouhoun. En effet, l'ABS et des projets tels que Sanya Kagni n'ont pas pu réaliser les quantités qu'ils ont programmé.

Tableau 12 : Situation des réalisations/réhabilitations de latrines familiales non subventionnées

Réalizations de nouvelles latrines familiales améliorées					Réhabilitations latrines traditionnelles			
Régions	Nombre de latrines	Latrines subventionnées	Latrines non subventionnées		Nombre de latrines	Latrines subventionnées	Latrines non subventionnées	
			Nombre	Taux (%)			Nombre	Taux (%)
Boucle du Mouhoun	7 485	7 035	450	6	31	2	29	93,5
Cascades	2 308	2 288	20	0,9	27	23	4	14,8
Centre	1 237	1 072	165	13,3	196	195	1	0,5
Centre-Est	1 731	1 513	218	12,6	55	14	41	74,5
Centre-Nord	3 531	3 361	170	4,8	5	2	3	60
Centre-Ouest	5 663	5 496	167	2,9	4	2	2	50
Centre-Sud	1 627	1 559	68	4,2	0	0	0	0
Est	3 625	3 385	240	6,6	12	10	2	16,7
Hauts-Bassins	2 993	2 841	152	5,1	12	1	11	91,7
Nord	2 393	1 856	537	22,4	27	19	8	29,6
Plateau Central	1 648	1 535	113	6,9	12	1	11	91,7
Sahel	3 867	3 796	71	1,8	26	3	23	88,5
Sud-Ouest	2 797	2 672	125	4,5	5	3	2	40
Total	40 905	38 409	2 496	6,1	412	275	137	33,3

Source : Collecte de données sur l'assainissement en 2015, DGAEUE

Nouvelles réalisations de latrines améliorées : En 2015, un total de 40 905 latrines familiales améliorées a été réalisé. Les latrines non subventionnées (autoréalisations) qui traduisent l'effort de la population sont au nombre de 2 496 latrines soit 6,1%.

Pour la mise en œuvre du programme post 2015, des efforts doivent être consentis dans la communication pour le changement de comportements des populations pour susciter les autoréalisations.

Réhabilitations de latrines traditionnelles : En 2015, 412 latrines traditionnelles ont été réhabilitées. 33,3% de ces réhabilitations ont été faites par les ménages eux-mêmes. Au regard de ce faible taux, les ménages doivent redoubler d'efforts dans les réhabilitations de leurs latrines.

1.2.1.2 Réhabilitations d'ouvrages

Tableau 13 : Réhabilitation de latrines dans les écoles, CSPS et lieux publics

Régions	Latrines dans les Ecoles					Latrines dans les CSPS					Latrines Publiques				
	Program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %	Program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %	Program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
		Issue de la program - mation (b)	Hors program - mation (c)	Total (b+c)			Issue de la program - mation (b)	Hors program - mation (c)	Total (b+c)			Issue de la program - mation (b)	Hors program - mation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-
Cascades	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-
Centre	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-
Centre-Est	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-
Centre-Nord	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-
Centre-Ouest	0	0	0	0	-	70	0	0	0	-	0	0	0	0	-
Centre-Sud	0	0	2	2	-	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-
Est	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-
Hauts-Bassins	1	0	0	0	-	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-
Nord	4	3	0	3	75,0	4	0	0	0	-	0	0	0	0	-
Plateau Central	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-	0	0	1	1	-
Sahel	0	0	8	8	-	2	2	3	5	100	0	0	4	4	-
Sud-Ouest	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-	0	0	0	0	-
Total	5	3	10	13	60,0	76	2	3	5	2,6	0	0	5	5	-

Source : Rapports 18^{ème} CRP ; Collecte de données sur l'assainissement en 2015

De façon générale, toutes les réhabilitations de latrines (dans les écoles primaires, les CSPS, lieux publics et les ménages) sont faibles pour cette année.

Ecoles primaires : Les programmations de réhabilitations de latrines scolaires étaient concentrées au niveau des régions du Nord et des Hauts-Bassins et seule le Nord en a réalisées (75%). Par ailleurs, 10 blocs de latrines ont été réhabilités hors programmation dans les régions du Centre-Sud et du Sahel.

CSPS : Le taux de réhabilitation des latrines dans les centres de santé (2,6%) de l'année 2015 est très faible. Même si la région du Sahel a enregistré 100% de taux d'exécution, la région du Centre-Ouest (qui totalisait 92% des programmations) n'a enregistré aucune réalisation compte tenu des restrictions budgétaires observées au cours de cette année.

Lieux publics : Au cours de l'année 2015, 05 latrines ont été réhabilitées sur le plan national en hors programmation dans les régions du Sahel et du Plateau Central.

Tableau 14 : Réhabilitation de latrines familiales

Régions	Familiales				
	Programmation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
		Issue de la programmation (b)	Hors programmation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	500	0	31	31	-
Cascades	0	0	27	27	-
Centre	0	0	196	196	-
Centre-Est	0	0	55	55	-
Centre-Nord	0	0	5	5	-
Centre-Ouest	45	4	0	4	8,9
Centre-Sud	0	0	0	0	-
Est	0	0	12	12	-
Hauts-Bassins	0	0	12	12	-
Nord	0	0	27	27	-
Plateau Central	0	0	12	12	-
Sahel	0	0	26	26	-
Sud-Ouest	0	0	5	5	-
Total	545	4	408	412	0,7

Sur les deux régions (Boucle du Mouhoun et Centre-Ouest) ayant programmé des réhabilitations de latrines familiales, seule le Centre-Ouest a enregistré 4 réalisations. Dans la Boucle du Mouhoun, VARENA ASSO, seul acteur ayant prévu toutes les réhabilitations n'a rien réalisé.

Toutefois, Il est à noter la réhabilitation de 408 latrines familiales hors programmations dans les 11 autres régions. A cet effet, il faudrait qu'un accent soit mis sur le niveau de collaboration entre les acteurs du sous-secteur et les directions régionales lors des programmations.

1.2.1.3 Difficultés rencontrées et propositions de solutions

Tableau 15: Difficultés rencontrées et proposition de solutions (AEUE rural)

Difficultés rencontrées	Propositions de solutions	Responsable de mise en œuvre
1. Faible mobilisation de la part contributive des ménages (fosse, agrégats, superstructure, main d'œuvre non qualifiée) en milieu rural pour les réalisations	Poursuivre les actions de mobilisation sociale et la sensibilisation des populations sur l'importance des latrines dans les ménages	Commune, DRARHASA DGAEUE
2. Défaillance et le manque de professionnalisme de certaines entreprises ne permettant pas de respecter les prescriptions techniques et les délais contractuels conduisant ainsi à des résiliations de contrats	Renforcer les capacités des DRARHASA et des communes en technique de passation des marchés pour plus de rigueur dans la sélection des entreprises pour la réalisation des ouvrages	DGAEUE, DMP/MARHASA SG/ DRARHASA
3. Faible capacité des communes dans la maîtrise d'ouvrage commune	Renforcer les capacités des communes dans la MOC à travers l'AMOC	DRARHASA DGAEUE, DGRE

Source : rapports 18^{ème} CRP

1.2.2 Milieu urbain

1.2.2.1 Réalisations physiques d'ouvrages neufs

Tableau 16 : Réalisation d'ouvrages d'AEUE en milieu urbain

Région	Latrines familiales			Puisards			Latrines publiques			Latrines scolaires			Raccordés au Réseau collectif		
	Prévisio n	Réalisé	Taux (%)	Prévisio n	Réalisé	Taux (%)	Prévisio n	Réalisé	Taux (%)	Prévisio n	Réalisé	Taux (%)	Prévisio n	Réalisé	Taux (%)
Boucle du Mouhoun	1 100	859	78,1	770	669	86,9	34	3	8,8	16	4	25,0	-	-	-
Cascades	300	40	13,3	210	55	26,2	10	2	20,0	5	6	120,0	-	-	-
Centre	11 800	10 351	87,7	8 260	1 568	19,0	140	147	105,0	50	151	302,0	200	160	80
Centre-Est	700	728	104,0	490	370	75,5	12	1	8,3	3	3	100,0	-	-	-
Centre-Nord	700	490	70,0	490	443	90,4	13	15	115,4	7	14	200,0	-	-	-
Centre-Ouest	1 300	263	20,2	910	151	16,6	18	2	11,1	7	-	0,0	-	-	-
Centre-Sud	500	416	83,2	350	52	14,9	10	6	60,0	10	6	60,0	-	-	-
Est	700	158	22,6	490	138	28,2	10	15	150,0	5	4	80,0	-	-	-
Hauts-Bassins	5 300	1 085	20,5	3 710	1 409	38,0	45	40	88,9	15	10	66,7	-	-	-
Nord	1 650	612	37,1	1 155	594	51,4	28	62	221,4	12	32	266,7	-	-	-
Plateau-Central	200	364	182,0	140	29	20,7	5	-	0,0	5	-	0,0	-	-	-
Sahel	400	360	90,0	280	2	0,7	10	5	50,0	5	6	120,0	-	-	-
Sud-Ouest	350	205	58,6	245	136	55,5	15	-	0,0	10	-	0,0	-	-	-
National	25 000	15 931	63,7	17 500	5 616	32,1	350	298	85,1	150	236	157,3	200	160	80,0

Source : ONEA, 2015

L'état d'avancement des travaux d'assainissement au 31/12/2015 se présente comme suit :

- Branchement au réseau collectif : 80,0%
- Assainissement autonome : 63,7%
- Assainissement public : 85,1%
- Assainissement scolaire : 157,3%
- Puisards : 32,1%

Globalement les cibles ne sont pas atteintes sauf pour les latrines scolaires où la cible est largement dépassée. Le faible taux de réalisation des puisards s'explique par :

- Le non démarrage du Programme d'Assainissement Autonome en Milieu Urbain (PAAMU) dans les 6 villes (Fada, Koudougou, Ouahigouya, Banfora, Boulsa et Titao) sous financement AFD ;
- Le retard dans le renouvellement des contrats de certains prestataires.

Le taux de réalisation des latrines familiales varie de 13% dans les Cascades à 182% dans le Plateau Central.

Le taux de réalisation des puisards varie de 1% dans le Sahel à 90% dans le Centre Nord.

Le taux de réalisation des latrines dans les lieux publics varie de 0% dans le Plateau Central, Nord et Sud-Ouest à 221% dans les Hauts Bassins.

Le taux de réalisation des latrines scolaires varie de 0% dans le Centre-Ouest, Plateau Central, Nord et Sud-Ouest à 302% dans le Centre.

La réalisation des branchements au réseau d'assainissement collectif a seulement concerné Ouagadougou avec un taux de 80%.

1.2.2.2 Difficultés rencontrées dans l'exécution des travaux

Le tableau ci-dessous présente les difficultés majeures rencontrées.

Tableau 17: Difficultés rencontrées et proposition de solutions (AEUE urbain)

Difficultés rencontrées	Propositions de solutions	Responsable de mise en œuvre
1. La lenteur observée dans le processus de responsabilisation de certaines communes	Accompagnement plus soutenu des communes pour la prise en charge des activités	ONEA
2. Le renouvellement tardif des contrats d'ingénierie sociale	<ul style="list-style-type: none"> - L'anticipation dans le processus du plan de passation des marchés ; - L'instauration d'un contrôle à posteriori de la DGCMEF en lieu et place des avis à priori permettant d'accélérer le processus de passation des marchés. 	ONEA

Source : ONEA, 2015

II. CADRE UNIFIE DES INTERVENTIONS EN MILIEU RURAL ET RENFORCEMENT DES CAPACITES EN MILIEU URBAIN

Le cadre unifié d'intervention regroupe l'ensemble des procédures de mise en œuvre et les mesures de renforcement des capacités pour une gestion efficace du secteur de l'eau potable et de l'assainissement en milieu rural, la mise en place d'un environnement favorable au développement soutenu des infrastructures d'eau potable et d'assainissement et un service d'eau durable.

Il couvre toutes les activités liées à l'eau potable et l'assainissement hors infrastructures. Ces activités sont regroupées en 4 catégories pour lesquelles les résultats suivants ont été atteints au cours de l'année 2015.

2.1 CADRE UNIFIE DES INTERVENTIONS EN MILIEU RURAL

2.1.1 Renforcement des capacités de gestion du secteur AEPA

2.1.1.1 Mise en œuvre du contrat d'assistance technique COWI A/S au PN-AEPA 2010-2015

Le tableau n°18 ci-après présente l'état de mise en œuvre du contrat d'assistance technique COWI au PN-AEPA financé par DANIDA au 31/12/2015, date de la fin contractuelle des prestations.

Tableau 18. Etat de mise en œuvre du contrat d'assistance technique COWI AT PN-AEPA 2010-2015

Contrat COWI AT PN-AEPA 2010-2015, état de mise en œuvre du contrat au 31/12/2015 (avec prise en compte de l'addendum n° 2 du 11 février 2015)								
Désignation (AT LT et CT)	allocations révisées avenants n° 1 (07/2013) et n° 2 (02/2015)		réalisés au 31/12/2014		réalisés en 2015		solde au 31/12/2015	
	mois	heures	mois	heures	mois	heures	mois	heures
ATI LT DMOC	57,35		46,25		10,69		0,41	
ATI LT GFB	26,10		26,10		0,00		0,00	
ATI LT GIRE	11,00		0,00		9,92		1,08	
ATN LT GFB	22,00		11,05		10,95		0,00	
ATI CT		7.483,50		5.628,00		1.381,00		474,50
ATN CT		16.015,00		10.777,00		4.194,00		1.044,00

SOURCE : ASSISTANCE TECHNIQUE COWI

Au 31 décembre 2015 il y a un reliquat de :

- 0,41 hm sur la ligne ATI LT DMOC ;
- 1,08 hm sur la ligne ATI LT GIRE ;
- 474,5 heures d'ATI CT (environ 59 hj) et ;
- 1.044 heures d'ATN CT (environ 130 hj).

Le reliquat disponible (honoraires et remboursables) sera utilisé pour maintenir l'ATN GFB en poste en 2016 et financer quelques missions d'appui GIRE

L'année 2015 a connu la finalisation des documents suivants : i) le guide ImS en matière d'AEP ; ii) le guide d'ImS en matière d'AEUE ; iii) l'état des lieux (EdL) et diagnostic (audit organisationnel de la DGAEUE), le plan de renforcement des compétences avec sa feuille de route et le manuel d'organisation de la DGAEUE ; iv) les documents du PN- AEP et PN-AEUE à l'horizon 2030 (y compris l'EdL, l'EES et le CGES) ; v) l'EdL des normes, critères et indicateurs de l'AEPA, les propositions de modifications des NCI en matière d'AEPA (y compris le résumé exécutif et les projets d'arrêtés conjoints) .

Les détails des différentes missions d'assistance technique court terme réalisées sont présentées dans le tableau 19 ci-après.

Tableau 19. Missions assistance technique court terme réalisées au cours de l'année 2015 dans le cadre du contrat d'assistance technique COWI AT PN-AEPA.

N°	Période	Structure appuyée	Objet de la mission	Résultats obtenus / documents produits
1	02/2014 – 01/2016	DGAEUE	Mission d'appui à l'élaboration, de façon participative, d'un guide IMS opérationnel pour la conduite des activités d'intermédiation sociale en matière d'assainissement des eaux usées et excréta.	Un avenant a été accordé à JIA pour actualiser le guide ImS en lien avec le PN-AEUE en cours de finalisation et assurer la formation des formateurs. Le guide actualisé a été validé le mardi 10 novembre 2015 et la formation des formateurs est programmée du 20 au 22 janvier 2016.
2	06/2014 – 09/2015	DGAEUE	Mission d'appui à l'amélioration de la performance de la DGAEUE au regard de ses défis, des responsabilités et des fonctions à assurer dans un contexte de modernisation administrative.	L'exercice consiste en un diagnostic organisationnel de type « fonctionnel », dans le sens où il vise à produire plus particulièrement des propositions de réorganisation et /ou de réajustement, qui sont directement applicables. Le principal produit de l'exercice est un modèle d'organisation de la DGAEUE qui permettra de documenter les dispositions organisationnelles immédiatement applicables, retenues à la sortie de l'étude, comme par exemple (liste non-exhaustive) : (i) la communication interne, (ii) le circuit de l'information (du haut en bas et du bas en haut), (iii) les domaines de compétences des différents niveaux de la DGAEUE (hiérarchies), (iv) les relations de subsidiarité, accordées aux différents entités déconcentrées de la DGAEUE, (v) la gestion des performances des agents, (vi) les mécanismes disciplinaires, (vii) les flux financiers et procédures financières. Dans le cadre de l'étude 3 produits ont été livrés depuis le 8 juin 2015, notamment : i) le rapport « état des lieux et diagnostic » ; ii) le « plan de renforcement des compétences et sa feuille de route » et iii) le « manuel d'organisation » en version document de travail pour validation interne par la DGAEUE. Ces différents documents ont été amendés et validés par la DGAEUE lors d'un atelier technique du 8 au 10 septembre 2015 et transmis à la DGAEUE le 14 septembre 2015.
3	08/2014 – 03/2015	MARHAS A	Appui à la relecture du document de Politique Nationale de l'Eau	La Version Finale Provisoire du document de Politique Nationale de l'Eau, intégrant les amendements consensuels du Comité de Suivi, a été transmise à la DGESS/MARHASA le 9 mars 2015

N°	Période	Structure appuyée	Objet de la mission	Résultats obtenus / documents produits
4	09/2014 – 10/2015	DGRE	Appui à la formulation du PN-AEP à l'horizon 2030	La Version finale provisoire complète du document de PN AEP à l'horizon 2030 intégrant les amendements consensuels issus de l'atelier national de validation du Jeudi 30 juillet 2015, y compris le rapport EES et CGES, a été transmise à la DGRE/MARHASA le 21 octobre 2015. Le document a été soumis au CNEAU lors de sa 29 ^{ème} session tenue du 17-18 décembre 2015 à Bobo-Dioulasso.
5	09/2014 – 12/2015	DGAEUE	Appui à la formulation du PN-AEUE à l'horizon 2030	La VP complète du document de PN AEUE à l'horizon 2030, y compris le rapport EES et CGES, a été amendée pendant la réunion du Comité de Suivi du 8 septembre 2015 puis pendant l'atelier national du 4 novembre 2015. Le document est actuellement en cours d'amélioration en y intégrant les commentaires majeurs issus de ces 2 réunions.
6	01/2015 – 01/2015	DPSE / DGRE	Mission d'appui à l'assurance qualité des données 2014 de la BD-INO et du SIG-OMD	La mission s'est déroulée du 12 au 20 janvier 2015 au Burkina Faso et en Allemagne du 20 au 26 janvier 2015. Les livrables ont concerné : <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de mission ; - Indicateurs_AEP_Rural_2014.xlsx (MS EXCEL) ; - NouvellesRealisationsPEMParProjet.xlsx (MS EXCEL) ; - Présentation 150119_restitutionmissionRalphElsaesser.ppt (POWERPOINT) ; - Carte nationale A0 ; - 13 Cartes régionales A1.
7	02/2015 – 11/2015	DAEP/DGRE	Mission d'appui à l'élaboration, de façon participative, d'un guide IMS opérationnel pour la conduite des activités d'intermédiation sociale en matière d'AEP en y intégrant les approches nouvelles en lien avec le PN AEP à l'horizon 2030.	Le guide a été validé en atelier national le 9 septembre 2015 sous réserve de la prise en compte des amendements consensuels. La version finale du guide intégrant les amendements a été transmise le 21 septembre 2015. La formation des formateurs s'est déroulée à Koudougou du mardi 27 au vendredi 30 octobre 2015. Le rapport de formation à l'utilisation du guide ainsi que le cahier du participant ont été remis le 25 novembre 2015.

N°	Période	Structure appuyée	Objet de la mission	Résultats obtenus / documents produits
8	02/2015 – 12/2015	DGRE/D GAEUE	Mission d'appui à la révision du document sur les normes, critères et indicateurs en matière d'AEP et d'AEUE	Les versions finales provisoires intégrant les amendements du comité de suivi des différents documents (Etats des Lieux, propositions de modifications des NCI, résumé exécutif, différents arrêtés conjoints) ont été remis le 5 janvier 2016.
9	03/2015 – 11/2015	DAEP/DG RE	Mission d'appui en vue de la recherche d'eau souterraine et de sa mobilisation dans le cadre de l'AEP de la commune de DEOU	L'appui a permis l'identification de plusieurs plateformes propices ainsi que la réalisation de plusieurs forages à gros débit, dont 1 à 18 m³/h. Les différents rapports d'études (y compris les résultats des essais de pompage et des analyses physico-chimiques et bactériologiques) et de mission ont été transmis à l'administration en novembre 2015.

SOURCE : ASSISTANCE TECHNIQUE COWI

2.1.1.2 Réalisation et suivi des PCD-AEPA

Tableau 20: Situation des PCD-AEPA

REGION	Nombre de Communes	PCD-AEPA					
		A élaborer	Total élaboré et validé au 31-12-2015	Elaboré en 2015	A actualiser en 2016	Déjà actualisé (2015)	Actualisations programmées en 2016
Boucle du Mouhoun	47	47	47	0	41	0	10
Cascades	17	17	17	10	0	0	0
Centre	7	10	10	0	7	0	0
Centre-Est	30	30	30	0	9	0	0
Centre-Nord	28	28	28	0	16	0	0
Centre-Ouest	38	38	38	9	10	1	0
Centre-Sud	19	19	19	9	1	1	0
Est	27	27	27	0	0	0	0
Hauts Bassins	33	35	35	0	1	0	0
Nord	31	31	31	0	28	0	0
Plateau Central	20	20	20	0	20	0	0
Sahel	26	26	26	10	2	0	0
Sud-Ouest	28	28	28	0	7	0	0
TOTAL	351	356	356	38	142	2	10

Source : Rapports 18^{ème} CRP, DGRE

38 PCD-AEPA ont été élaborés en 2015 dans les régions des Cascades, du Centre-Ouest, du Centre-Sud et du Sahel (financement BAD). Deux PCD-AEPA ont aussi été actualisés au cours de l'année dans les régions du Centre-Ouest et Centre-Sud (financement BAD). Il faut noter que, sur les 356 PCD AEPA élaborés au 31 décembre 2015, 142 arrivés à échéance doivent être actualisés en 2016, majoritairement dans les régions de i) la Boucle du Mouhoun (41) ; ii) le Centre-Nord (16) ; iii) le Centre-Ouest (10) ; iv) le Nord (28) et v) le Plateau Central (20). Les actualisations se feront sur la base du nouveau guide d'élaboration des PCD-AEPA.

Cependant, seule la Boucle du Mouhoun a programmé l'actualisation de 10 PCD-AEPA en 2016. Il est recommandé de procéder à une évaluation des premières générations des PCD et d'actualiser les différents outils de programmation (PCD, BPO) en lien avec les nouvelles approches formulées dans le PN-AEP à l'horizon 2030 (AFDH, approche service, approche holistique multi-village et Centre de Production d'Eau potable)).

2.1.1.3 Maîtrise d'ouvrage communale

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Décentralisation, et de l'accompagnement des compétences transférées aux communes, le ministère en charge de l'eau et de l'assainissement a transféré pour le compte de l'année 2015 un montant de 666 867 000 francs CFA (cf. arrêté conjoint N° 088/MEF/MATDS/MARHASA du 03/04/2015) soit :

- 275 000 000 de francs CFA à 7 communes pour la réalisation de 2 030 latrines familiales ;
- 391 667 000 de francs CFA à 13 communes pour la réalisation de 52 forages positifs.

Il faut noter que 2015 fut une année pilote pour le transfert des ressources financières aux communes en matière d'assainissement des eaux usées et excréta et en matière de réalisation de nouveau forages positifs équipés de PMH.

Pour la mise en œuvre du volet assainissement, les communes devront recourir à des ONG et Associations. Cette phase pilote sera accompagnée d'une évaluation pour permettre le passage à l'échelle.

2.1.1.4 Appui à la maîtrise d'ouvrage communale

Dans le cadre de leur rôle d'assistance aux communes, les directions régionales en charge de l'eau et de l'assainissement avec souvent l'appui de la DGRE et la DGAEUE ont appuyé les communes dans la mise en œuvre de leurs activités. Il s'agissait d'appuis en lien avec, entre autres :

- Le recrutement des entreprises de travaux dans le cadre de la réalisation des ouvrages ;
- Le suivi contrôle des travaux de réalisation des ouvrages d'AEPA ;
- L'accompagnement des AUE dans leur fonctionnement ;
- L'accompagnement des communes à la délibération sur le prix de l'eau ;
- Le suivi de la mise en œuvre de la réforme de gestion du système de gestion des infrastructures d'AEP dans les communes ;
- Le suivi du fonctionnement des AEPS et des contrats de gestion ;
- L'élaboration des PCD-AEPA ;
- Le renforcement des CCEA des communes d'Arbinda et de Gorgadji ;
- La mise en place et la mise en œuvre du monitoring communal des services publics d'eau potable dans les communes de Arbinda et Gorgadji.

En plus de l'appui des services de l'Etat aux communes, s'ajoutent ceux des ONG et associations dans leurs zones d'intervention.

2.1.2 Renforcement des capacités de gestion du service public de l'eau

2.1.2.1. Suivi des AUE

Tableau 21: situation des AUE

REGION	Nombre de communes	Nombre de villages concernés	Nombre de secteurs concernés	Nombre total d'AUE existantes au 31/12/2015	Nombre de nouvelles AUE mises en place en 2015	Nombre total d'AUE reconnues au 31/12/2015	Proportion d'AUE reconnues au 31/12/2015 (%)	Nombre total de conventions signées avec les communes au 31/12/2015	Proportion d'AUE ayant signées les conventions avec les communes (%)
Boucle du Mouhoun	47	992	31	984	0	984	100,0	984	100,0
Cascades	17	288	13	295	0	209	70,8	28	13,4
Centre	7	171	0	159	1	159	100,0	159	100,0
Centre-Est	30	759	31	762	0	762	100,0	455	59,7
Centre-Nord	28	964	66	937	16	886	94,6	928	104,7
Centre-Ouest	38	590	27	489	3	391	80,0	25	6,4
Centre-Sud	19	534	16	542	407	373	68,8	124	33,2
Est	27	795	32	796	0	796	100,0	796	100,0
Hauts-Bassins	33	480	13	493	0	477	96,8	493	103,4
Nord	31	887	22	909	0	909	100,0	890	97,9
Plateau Central	20	556	16	566	0	559	98,8	566	101,3
Sahel	26	680	32	712	0	681	95,6	681	100,0
Sud-Ouest	28	1 076	32	1 076	0	1 076	100,0	709	65,9
National	351	8772	331	8720	427	8262	94,7	6 859	83,0

Source : Rapport 18^{ème} CRP

La situation de mise en place des AUE au 31 décembre 2015 montre que: i) 95,8% des villages et secteurs ont une AUE mise en place ; ii) 94,7% de ces AUE sont reconnues et iii) 83,0% ont signées une convention de délégation de gestion avec les communes.

427 AUE ont été mises en place dont 407 dans le Centre-Sud par le PAEPA/BAD/4R en 2015,

Aussi de l'analyse du tableau il ressort que dans les régions du Centre-Nord, des Hauts-Bassins et du Plateau Central que le nombre d'AUE ayant signé les conventions de délégation de gestion avec les communes est plus élevé que le nombre d'AUE reconnues. Cela s'explique par le fait que les AUE ont utilisé leur PV d'installation pour signer les conventions avec les communes en attendant la signature de leur récépissé de reconnaissance par le Haut-Commissariat de la province.

2.1.2.2. Situation des Artisans Réparateurs (AR)

Tableau 22: Situation des artisans réparateurs

REGION	Nombre de communes	Nombre de villages concernés	Nombre d'AR	Nombre d'AR agréés par la DRARHASA	Pourcentage d'AR agréés (%)	Nombre total de contrats en cours avec les communes au 31/12/15	Proportion de contrats signés au 31/12/2015 (%)	Nombre de contrats signés avec les communes en 2015
Boucle du Mouhoun	47	992	123	60	48,8	0	0	0
Cascades	17	288	36	14	38,9	0	0,0	0
Centre	7	171	40	20	50,0	0	0,0	0
Centre-Est	30	759	68	64	94,1	0	0,0	0
Centre-Nord	28	964	135	102	75,6	48	47,1	48
Centre-Ouest	38	590	46	38	82,6	0	0,0	0
Centre-Sud	19	534	102	45	44,1	13	28,9	13
Est	27	795	105	52	49,5	0	0,0	0
Hauts-Bassins	33	480	91	25	27,5	7	28,0	0
Nord	31	887	64	63	98,4	12	19,0	3
Plateau Central	20	556	86	80	93,0	35	43,8	25
Sahel	26	680	46	36	78,3	28	77,8	0
Sud-Ouest	28	1 076	50	33	66,0	12	36,4	12
National	351	8772	992	632	63,7	155	24,9	101

Source : Rapport 18^{ème} CRP

De l'analyse du tableau, il ressort que sur 992 artisans réparateurs identifiés, 632 sont agréés soit un taux de 63,7% et 155 ont un contrat de maintenance en cours avec les communes soit un taux de 24,9%.

Au cours de l'année 2015, 101 maintenanciers ont signé un contrat avec les communes dans les régions du Centre Nord (48), du Centre Sud (13), du Nord (3), du Plateau Central (25) et du Sud-Ouest (12).

Dans plusieurs régions (Boucle du Mouhoun, Cascades, Centre, Centre-Est, Centre-Ouest, et Est) il n'y a pas de contrat entre les communes et les maintenanciers. Le faible taux de contractualisation est lié entre autres à la non inscription de la plupart des maintenanciers dans le registre de commerce nécessaire pour obtenir le Numéro IFU exigé pour accéder aux marchés publics.

2.1.2.3. Mise en place et suivi des gestionnaires délégués des AEPS-PEA

Tableau 23 : Situation de la gestion des AEPS-PEA

Régions	Nombre de communes	Nombre total d'AEPS-PEA	Nombre d'AEPS-PEA Communautaire	AEPS-PEA gérées par délégation au 31/12/2015				Proportion d'AEPS-PEA gérée par délégation (en %)	Nombre de contrat signés en 2015
				ONEA	Opérateurs privés	ONG/association	Nombre total d'AEPS-PEA gérées par délégation		
Boucle du Mouhoun	47	107	94	0	0	0	0	0	0
Cascades	17	40	34	1	0	30	31	91,2	1
Centre	7	54	54	10	11	3	24	44,4	0
Centre-Est	30	45	25	1	20	0	21	84,0	0
Centre-Nord	28	50	38	1	31	2	34	89,5	10
Centre-Ouest	38	90	90	0	33	0	33	36,7	0
Centre-Sud	19	92	26	0	21	0	21	80,8	8
Est	27	98	91	0	3	3	6	6,6	0
Hauts-Bassins	33	80	79	0	2	32	34	43,0	0
Nord	31	124	114	0	86	0	86	75,4	0
Plateau Central	20	49	36	6	3	2	11	30,6	0
Sahel	26	88	84	0	15	0	15	17,9	0
Sud-Ouest	28	20	20	0	5	0	5	25,0	0
National	351	937	785	19	230	72	321	40,9	19

Source : Rapports 18^{ème} CRP

Le secteur de l'eau s'est engagé dans un processus d'amélioration du service public de l'eau en mettant l'accent sur la réalisation des AEPS et systèmes d'AEP multi village (desserte à travers des bornes fontaines et branchements privés). Pour la gestion de ces ouvrages, le contrat d'affermage est préconisé par la Réforme.

Cependant la gestion de ces ouvrages rencontre des difficultés dans la plupart des régions. De l'analyse du tableau, il ressort que le taux d'AEPS/PEA gérés par délégation est de 40,9%. Ce taux est inférieur à celui de l'année passée qui était de 51,5%. Cette baisse peut être expliquée, de façon non exhaustive, par :

- Le fait que seulement 19 nouveaux contrats de délégation ont été signés en 2015 pendant que 80 nouveaux AEPS/PEA communautaires ont été réalisés dans la même période ;
- Jusqu'au 31 décembre 2014, 31 AEPS/PEA gérés par des COGES et des AUE (donc en gestion communautaire) dans la région du SAHEL étaient catégorisés en gestion déléguée. Cette erreur a été corrigée en 2015.

Le taux des AEPS/PEA gérés par délégation est très bas dans les régions du Sahel (17,9%) et de l'Est (6,6%), nul dans la région de la Boucle du Mouhoun (0%). Cette situation pourrait s'expliquer par les situations géographique (éloignement de Ouagadougou où résident la plupart des opérateurs privés, la dispersion spatiale des AEPS) et sécuritaire.

D'une manière générale, la mise en œuvre de la réforme rencontre plusieurs difficultés dont quelques-unes sont citées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 24 : difficultés majeures répertoriées dans la mise en œuvre de la Réforme et solutions proposées.

Difficultés	Propositions de solutions	Responsables
La faible appropriation du document cadre de la Réforme par certains acteurs (régionaux, communaux, des ONG/Associations et autres partenaires). Toute chose qui occasionne des interventions non harmonisées.	Renforcer les actions de formation, de recyclage et de sensibilisation au profit des acteurs concernés, dans la durée et par des acteurs de proximité.	DGRE, DRARHASA
La faible capacité technique des communes à accompagner les activités de la Réforme due entre autres à l'absence d'un agent technique communal ou d'un service technique communal AEP. Ce qui entraîne une défaillance des communes dans le suivi de la mise en œuvre de la Réforme.	Adopter et opérationnaliser la feuille de route AMOC (mise en place et prise en charge dégressive d'agents techniques communaux en AEP, renforcement des capacités des services déconcentrés en matière d'appui-conseil).	MEA, DGRE, DGAEUE, DRARHASA
L'absence du N°IFU ne permet pas le recrutement des maintenanciers par les communes et le paiement de leurs prestations.	Sensibiliser et appuyer les maintenanciers pour l'obtention des différents documents concernés.	DRARHASA, communes
L'insuffisance du suivi de la mise en œuvre de la Réforme aux niveaux central, régional et communal.	Renforcer les outils et processus de suivi de la mise en œuvre de la Réforme.	DGRE, DRARHASA, Communes
L'insuffisance des opérateurs privés pour la gestion des AEPS/PEA au niveau national (faible maillage des régions) avec pour conséquence une faible concurrence et la défaillance des fermiers.	Vulgariser et mettre en œuvre la politique tarifaire et la stratégie PPP en milieu rural et semi-urbain afin de rendre attractive l'activité de gestion des infrastructures hydrauliques (AEPS).	DGRE, DRARHASA
La non publication des récépissés des AUE dans le journal officiel ce qui rend difficile le renouvellement des bureaux exécutifs.	Appuyer les AUE à publier les récépissés de mise en place des AUE au journal officiel.	DRARHASA, Communes

2.1.3 Renforcement des capacités de management et d'exécution des travaux et services du secteur privé et des ONG

2.1.3.1. Suivi des études

Dans le cadre du renforcement des capacités de management et de gouvernance du secteur, des études ont été entreprises. L'état de l'élaboration de ces études au 31 décembre 2015 est présenté dans le tableau ci-dessous:

Tableau 25: Récapitulatif des études menées au cours de l'année 2015 par la DGRE et la DGAEUE.

N°	Intitulé	État d'avancement	Prestataire	Source de financement	Observation
1	Etude sur la politique tarifaire de l'eau et la stratégie de Partenariat Public Privé en milieu rural et semi urbain	La stratégie sur le PPP a été validée en atelier national les 23 et 24 juin 2015. Le rapport déposé par le consultant a été finalisé par une équipe restreinte de la DGRE.	Dr Christelle PEZON Dr Béatrice MAJZA	PEA Banque Mondiale	Le rapport de la politique tarifaire sera validé courant février 2016
2	Etude sur la feuille de route AMOC en AEPHA	Le rapport final a été introduit au cabinet de l'ex MEAHA en septembre 2014 pour examen en	Comité +AT COWI	État + DANIDA	Le dossier sera réintroduit auprès du nouveau

N°	Intitulé	État d'avancement	Prestataire	Source de financement	Observation
		conseil des ministres. Le dossier a ensuite été introduit au cabinet du premier ministre pour avis et est resté sans suite.			gouvernement pour examen. Les conclusions de cette étude sont prises en compte dans le programme national de gouvernance du secteur de l'eau et de l'assainissement à l'horizon 2030.
3	Etude sur la révision des normes et critères en AEPA	Le rapport final provisoire intégrant les amendements consensuels du comité de suivi a été remis à la DGRE en décembre 2015.	Comité +AT COWI	DANIDA	Le rapport sera introduit en atelier de validation en Février 2016
4	Etude sur le diagnostic et la réhabilitation de 60 systèmes d'AEP rurale en vue de les transférer en délégation de gestion à un opérateur privé.	Le rapport de diagnostic a été validé en atelier national les 23 et 24 juin 2015 et une formation des Directeurs régionaux en charge de l'eau et des techniciens de la DAEP sur le modèle financier a eu lieu les 25, 26 et 27 juin 2015	Groupement IGIP Afrique/ BURGEAP	PEA/BM	L'examen du processus de recrutement du consultant pour la réalisation des travaux et la gestion des ouvrages est en cours
5	Etude sur l'actualisation du Plan Stratégique de communication en AEPA	Le rapport a été validé en atelier national en février 2015	Consultant	PEA/BM	-
6	Etude de faisabilité sur la mise en œuvre de l'intercommunalité dans le secteur de l'eau et de l'assainissement	Le rapport provisoire intégrant les amendements du comité de suivi est disponible.	Comité de suivi + COWI	DANIDA	Le processus de validation de ce rapport a été suspendu à cause de l'absence des conseils municipaux
7	Audit organisationnel de la DGAEUE	Le rapport a été validé en atelier national en septembre 2015	AT COWI	DANIDA	

N°	Intitulé	État d'avancement	Prestataire	Source de financement	Observation
8	Elaboration du programme PN AEP à l'horizon 2030	Le rapport a été présenté au CNEau les 17 et 18 décembre 2015	AT COWI	DANIDA, PEA/BM	Le document de programme sera introduit en conseil de ministres pour adoption
9	Elaboration du Programme PN AEUE à l'horizon 2030	Le rapport a été soumis en atelier national le 4 novembre 2015. Des observations ont été formulées pour améliorer le document et le soumettre en validation.	AT COWI	DANIDA, PEA/GIZ, UNICEF	Une équipe est mise en place pour améliorer le document.
10	Relecture de la politique nationale de l'eau	Le document est disponible depuis mars 2015	AT COWI	DANIDA, Etat	Le document doit être complété avec les fiches synthétiques des 5 programmes devant opérationnaliser la politique (l'élaboration du programme aménagements hydrauliques n'a pas encore démarré).
11	Elaboration du programme national gouvernance du secteur eau et assainissement	Le document a été validé le 21 mai 2015 en atelier national puis soumis au CNEau les 17 et 18 décembre 2015 pour avis.	COWI	UE, PEA/GIZ	Un comité sera mis en place pour prendre en compte les recommandations du CNEau.

Source : DGRE, DGAEUE, DGESS 2015

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, plusieurs études sont en cours de réalisation ou en instance de validation dans le but de renforcer et de cadrer les actions dans le domaine de l'AEPA. L'année 2015 a été marquée par la relecture de la Politique Nationale de l'Eau en lien avec les Objectifs de Développement Durable et l'élaboration des programmes devant opérationnaliser cette politique. Il s'agit du PAGIRE, du PN AEP, du PN AEUE et du PGEA (programme gouvernance du secteur eau et assainissement). Cependant l'élaboration du programme national d'aménagement hydraulique n'a pas encore démarré.

2.1.3.2. Suivi des activités de formation

Tableau 26: Situation des formations au profit des acteurs régionaux

Thème de la formation	Public cible	Nombre de participants	Acteurs
Boucle du Mouhoun			
Information, Education, Communication	Population des communes de Bagassi, Bana, Ouri, Pa, Pompoi, Siby, Yaho, Nouna, Bourasso, Sono, Djibasso, Balavé, Kouka et Sami		Association Badenya Scarperia, ASSA1
Formation et équipement des maçons sur les techniques de construction de latrines VIP et San plat	Maçons, hygiénistes, techniciens communaux, gérants de boutiques, superviseurs, animateurs et des associations locales	790	ONG VARENA ASSO, Sanya, Kangny
Formation sur les techniques de collecte de données pour l'élaboration de la situation de référence en assainissement en avril 2015	Superviseurs et animateurs des associations locales et agents de VARENA ASSO	49	ONG VARENA ASSO
Formation sur la promotion de l'hygiène et de l'assainissement avec outils SARAR PHAST	Techniciens communaux, gérants de boutiques, superviseurs et animateurs et hygiénistes, Infirmiers chefs de poste et un responsable de la promotion de la santé du district de Boromo,	687	ONG VARENA ASSO, Sanya, Kangny
Campagne de sensibilisation par l'approche enfants par enfants à travers les clubs d'hygiène scolaires	Enseignants des écoles de la zone du projet	339	Sanya, Kangny
Centre			
Atelier de formation des acteurs sur les outils du dispositif de suivi-évaluation du PN-AEPA	PDS, SG des communes, ONG/Associations, DRS, DRENA	31	DRARHASA-C
Atelier de formation des acteurs sur les outils de suivi de la Réforme AEP et de l'assainissement	SG des communes, ONG/associations, DRS, DRENA, DGAEUE, DGRE	27	DRARHASA-C
Formation sur la gestion des points d'eau réhabilités à Saaba	Techniciens/points focaux communaux AEPA, les chefs ZAT et UAT	45	DRARHASA-C
Formation des AUE sur leur rôle et responsabilité	CPE et AUE	20	AMUS
Formation des hygiénistes	AUE	50	AMUS
Atelier de redynamisation des AUE de la commune de Saaba	Hygiénistes	20	AMUS
Formation des maçons pour la réalisation des latrines	AUE	12	AMUS
Formation des maçons pour la réalisation des latrines	Maçons	10	AMUS
Formation des comités d'assainissement	Comité d'assainissement	18	AMUS
Mise en place, organisation et fonctionnement des AUE de la commune de Pabré	AUE	44	Croix Rouge Luxembourgeoise

Thème de la formation	Public cible	Nombre de participants	Acteurs
Recyclage des hygiénistes de la commune de Pabré	Hygiénistes	44	Croix Rouge Luxembourgeoise
Centre Est			
Formation des gestionnaires des points d'eaux modernes sur la gestion et l'entretien des points d'eaux ;	Membres AUE	90	L'association DAKUPA section du Koulpélogo
Formation d'hygiénistes et des maçons sur les bonnes pratiques en matière d'assainissement ;	hygiénistes, membres des comités d'assainissement villageois	328 ; 1502	L'association DAKUPA section du Koulpélogo
Formation des maçons locaux sur la technique de construction des latrines familiales.	Maçons locaux	150	L'association DAKUPA section du Koulpélogo
La mise en place d'un club de santé scolaire et d'équipement en Poste d'Eau Potable, La mise en œuvre de l'ATPC dans 7 villages	-	-	Commune de Tenkodogo (coopération décentralisée)
L'accompagnement des AUE au renouvellement de leurs instances de gestion ;	-	-	La DRARHASA-CES
Centre-Nord			
Formation des communautés scolaires sur l'approche 'école amis de wash' (les 3 pratiques clés d'hygiène et sur les conditions à réunir pour être déclaré école ami de wash, sur l'évaluation des conditions wash d'une école)	Enseignants, APE, AME, COGES, CVD, mentors	1395	CRS Kom-Yilma
Utilisation d'un tableau de bord communautaire pour effectuer des auto évaluations	Directeurs, Conseillers pédagogiques itinérants	166	CRS Kom-Yilma
Suivi des travaux de réalisation des latrines et des forages par les communautés scolaires	Représentants des écoles (directeur, APE, AME, CVD, AUE)	724	CRS Kom-Yilma
Gestion et entretien des points d'eau et des latrines des écoles	Enseignants, AUE, élèves, mentors, APE, AME, CVD	240	CRS Kom-Yilma
Formation de formateurs sur la validation et la consolidation des modules wash	Superviseurs wash, STD, ONG et associations	20	Projet VIM
Formation en ATPC et déclenchement dans 10 villages, suivi post déclenchement et évaluation/certification FDAL	Agents PRESEA, points focaux, agents communautaires	30	Plan Sanmatenga et Namentenga
Formation d'hygiénistes	Hygiénistes communautaires	20	SOS Sahel
Formation de maçons locaux	Maçons locaux	20	SOS Sahel
Centre-Ouest			
Sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement	Communautés villageoise	500	APS
Intermédiation sociale en hygiène et assainissement	Communautés villageoises	170	ASMAD
Gestion des PMH	COGES	5	ASMAD
Gestion des ouvrages hydrauliques	AUE et CPE du secteur 7 de Réo et village de Bonyolo	25	Swiss contact
EST			

Thème de la formation	Public cible	Nombre de participants	Acteurs
Formation sur la gestion des boutiques de pièces de rechanges	Gestionnaires des boutiques des pièces de rechange	8	ACF
Promotion à l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire	DRENA, CEB, instituteurs CPE	9	Fondation BARKA APB
Gestion du service en eau par le CPE		18	
Hygiène de l'Eau	Toute la population	117	APB
Gestion des forages	Membre de comité de gestion	7	Programme FASO
Hauts-Bassins			
Techniques de construction des latrines sanplats améliorées	Artisan-mâçons	92	
Techniques de Collecte des données	Points focaux Eau et Assainissement	06	
Mise en place des SANYA-TON	Maçons, Hygiénistes, Bénéficiaires	92	
Nord			
Promotion de l'hygiène et de l'assainissement	Ménages ruraux, scolaires	320	Association Action Citoyenne pour le Développement (ACD)
Bonne pratique sur protection de l'eau, La santé communautaire liée à l'eau	Population villageoise	500	DAP/LP YONDO VIIM-
Bonne gestion des infrastructures	Population villageoise	800	DAP/LP YONDO VIIM-
Changement des populations à travers leurs comportements	Population villageoise	800	DAP/LP YONDO VIIM-
Les techniques de filtres	Population villageoise	1000	DAP/LP YONDO VIIM-
Atelier communaux d'évaluation et consolidation de la Réforme du système de gestion des infrastructures hydrauliques d'alimentation en eau potable	PDS, SG Communes, Comptables, Points Focaux, Chef ZAT, Présidents des AUE, Présidents des CVD, Maintenançiers	1409	DRARHASA/ Unicef
Atelier d'échanges et d'information sur le contrat d'affermage et la réforme	Présidents de Délégations Spéciales et Secrétaires Généraux de Communes	62	
Sahel			
Les acteurs de la réforme et leurs rôles, Les qualités et responsabilités des membres du bureau exécutif de l'AUE, Les circuits financiers, Les relations contractuelles (la convention de délégation et le Protocole de collaboration, Les outils de gestion	Bureaux exécutifs des AUE	65 AUE	Eau Vive
Formation sur l'eau, l'hygiène et l'assainissement	Enseignants	57	Eau Vive
Formation sur la gestion des ouvrages d'AEP	AUE	90	DRC
Mise en place des AUE (Renouvellement des membres du bureau exécutif)	AUE	15	DRC
Intermédiation sociale en hygiène et assainissement	-	-	DRC
Renforcement de capacités des CCEA et AUE	Communes de Gorgadji et d'Aribinda	-	DRC

Thème de la formation	Public cible	Nombre de participants	Acteurs
Formation des AUE sur la réforme	Toutes les AUE de la région du Sahel	-	DRARHASA-SHL/IRC-Burkina
Formation sur l'hygiène et l'assainissement	Enseignants	71	DRARHASA-SHL
Intermédiation sociale en hygiène et assainissement dans le cadre de PAEPA/BAD/4R	Tout village bénéficiaire des 113 forages de BAD/4R en 2015	-	DRARHASA-SHL
Formation des relais féminins sur l'Hygiène et l'Assainissement dans le cadre de PAEPA/BAD/4R	Les relais féminins des communes	208	DRARHASA-SHL
Appui à l'ONG Croix-Rouge Burkina dans la formation des AUE de la Commune de Baraboulé sur la Réforme et la PHA	Membres du BE d'AUE, le point focal et le maintenancier	26	DRARHASA-SHL
Sud-Ouest			
VSLA en hygiène et assainissement par l'outil PHAST	Animateurs	64	Plan Gaoua
Amélioration du ciblage des zones d'implantation des points d'eau moderne et des ouvrages d'assainissement	Secrétaires généraux des communes et les présidents de délégation spéciale communale	52	DRARHASA SUO
VSLA en hygiène et assainissement par l'outil PHAST	Animateurs	64	Plan Gaoua
Amélioration du ciblage des zones d'implantation des points d'eau moderne et des ouvrages d'assainissement	Secrétaires généraux des communes et les présidents de délégation spéciale communale	52	DRARHASA SUO
DGAEUE			
Guide d'orientation pour la mise en œuvre de l'ATPC au Burkina Faso	DRARHASA, DRS, PTF, Points Focaux communaux	40	DGAEUE
Formation des formateurs en ATPC	DRARHASA, Points focaux, ONG et Associations	40	DGAEUE
DGRE			
Guide ImS eau potable	DRARHASA, DGRE	40	DGRE
Nomenclature des pièces justificatives des dépenses du budget de l'Etat, Fonctionnement des Régies d'avances	DRARHASA, DGRE, DGAEUE	40	DGRE

Source : Rapports 18^{ème} CRP

2.1.3.3. Situation de l'attribution des agréments techniques

En 2015, la Commission d'Attribution des Agréments Techniques (CAAT) a tenu quatre (04) sessions avec comme résultats :

- 412 agréments demandés ;
- 374 agréments accordés sur une prévision de 350 (attributions totales) ;
- 12 attributions partielles ;
- 26 rejets sans recours ;
- 11 cas de demandes d'authentification d'agréments avec trois retraits de marchés ;

- 24 arrêtés d'octroi d'agrément signés.

Sur les 374 attributions totales, la répartition est la suivante :

Tableau 27: Situation attribution des agréments techniques

Domaines	Bureaux d'études	Entreprises des travaux	Total
Approvisionnement en Eau Potable	30	119	149
Barrages et Aménagements Hydro-Agricoles	26	80	106
Assainissement des Eaux Usées et Excréta	29	90	119
Cumul	85	289	374

Les difficultés majeures :

- Manque de moyens logistiques et financiers pour les visites de terrain ;
- Démobilisation de certains commissaires suite à la suppression des frais de session depuis fin 2011 ;
- Difficulté pour la commission de respecter le délai maximum de délivrance des agréments qui est de quarante-cinq (45) jours ;
- Nécessité d'une relecture des arrêtés conjoints portant conditions d'attribution des agréments techniques.

2.1.4 Mise en place des instruments du PN-AEPA

2.1.4.1. Diffusion de l'information

Dans l'optique de rendre le site web www.eauburkina.org plus visible et d'internaliser son développement et son animation d'une part, de l'héberger de façon sûre et sécurisée d'autre part, la DGRE et la DGAEUE ont entrepris de refondre le site en 2015. Cette refonte a permis de produire une nouvelle interface plus conviviale divisée en quatre thèmes que sont l'eau potable, l'assainissement, les aménagements hydrauliques et la GIRE.

Plusieurs documents ainsi que les résultats de l'INO 2014 ont été mis en ligne sur le site web du secteur de l'eau www.eauburkina.org et mis à la disposition des directions régionales en charge de l'eau et de l'assainissement et des agences de l'eau pour leur exploitation

Le rapport grand public 2014 du PN-AEPA a été rédigé et validé en Août 2015 par un comité technique mis en place à cet effet.

Des plaquettes sur les modalités de calcul des taux d'accès AEPA ainsi que des fiches d'informations sur les critères d'allocation budgétaire ont été diffusées en 2015.

Le Guide et la stratégie de mise en œuvre de l'ATPC ont été édités et diffusés à toutes les directions régionales, les ONG & Associations et les Partenaire Techniques et Financiers.

2.1.4.2. Mise en œuvre de la Campagne Nationale de Plaidoyer pour l'assainissement

Plusieurs activités ont été réalisées pour la promotion de l'hygiène et de l'assainissement. Il s'agit notamment de :

- La finalisation et la validation du guide d'intermédiation social (IMS) en assainissement des eaux usées et excréta en milieu rural et semi-urbain ;

- Le suivi de la mise en œuvre des activités ATPC dans la région du Centre-Ouest, du Plateau Central et du Centre-Nord;
- La formation des formateurs en ATPC en vue de la mise en place du pool national de formateurs (toutes les 13 directions régionales et certaines ONG de mise en œuvre) ;
- L'accompagnement de la mise en œuvre des activités de promotion de l'hygiène et de l'assainissement en milieu scolaire dans la commune de Ouagadougou ;
- Le suivi des activités de promotion de l'hygiène et d'assainissement dans la région du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun et du Nord ;
- La réalisation des jeux WASH United au niveau des zones frontalières à risques du Burkina Faso (Cascades, sud-Ouest, Est) dans le cadre de la lutte contre Ebola.
- La tenue de la journée mondiale des toilettes, le 22 décembre 2015 à Kongounsi sous le thème : « accès pour tous à des toilettes pour assurer la dignité » ;

2.1.4.3. Cadres de concertation

Au cours de l'année 2015, différentes activités entrant dans le cadre des concertations entre acteurs du secteur ont été menées, notamment :

- La tenue des 16^{ème} et 17^{ème} sessions des CRP du PN-AEPA dans toutes les régions respectivement en janvier et juin 2015 ;
- La tenue des 21^{ème} et 22^{ème} sessions du CNP du PN-AEPA respectivement les 11 février et 13 juillet 2015 ;
- La célébration de la journée mondiale de l'eau le 22 mars 2015;
- La tenue du forum national de l'eau les 12, 13 et 14 février 2015 à Ouagadougou
- La tenue des 28^{ème} et 29^{ème} sessions du Conseil National de l'Eau (CNEau) respectivement les 12 et 13 août à Dédougou et les 17 et 18 décembre à Bobo Dioulasso ;
- La participation au forum mondial de l'eau Daegu-Gyeongbuk en Corée du Sud du 12 au 17 avril 2015 ;
- La participation à la semaine mondiale de l'eau du 24 au 28 août 2015 à Stockholm ;
- La participation à la Quatrième conférence Régionale sur l'hygiène et l'assainissement en Afrique (AFRICASAN 4) à Dakar du 25 au 27 mai 2015 ;
- La participation à la conférence internationale sur le changement climatique (COP21) du 30 novembre au 12 décembre 2015 en France ;
- La participation à la rencontre entre acteurs français et burkinabé sur la thématique de l'ATPC en France en juin 2015;
- La mission d'échanges d'expériences sur l'approche ATPC au Ghana en juin 2015.

2.1.4.4. Activités de suivi évaluation et de programmation

Dans le cadre du suivi-évaluation et de la programmation des activités du PN-AEPA, les activités suivantes ont été réalisées :

- La saisie et le traitement des données pour la mise à jour de la base de données de l'Inventaire National des Ouvrages d'AEP (BD INO) 2014 du 05 au 10 janvier 2015 au 2iE ;
- La restitution de la base de données INO 2014 couplée au SIG-OMD et de la base de données assainissement dans les 13 régions avec la formation des superviseurs régionaux à l'utilisation de ces outils en mai 2015 ;
- La tenue de l'atelier de révision des outils BPO en juillet 2015 à Ziniaré ;
- La tenue des ateliers d'appui aux régions pour l'élaboration du BPO 2016-2018 en octobre-novembre 2015 à Ziniaré ;
- La conduite de l'opération de « mise à jour de l'inventaire national des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et collecte d'informations relatives aux ouvrages d'assainissement des eaux usées et excréta » en octobre - novembre 2015 dans les 13 régions.

2.2 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MILIEU URBAIN

Le renforcement des capacités a porté sur à l'exploitation et le management de l'entreprise.

2.2.1 Assistance au management

Au titre de l'appui au management, l'assistance a porté sur :

- Le monitoring de la « Délégation de Service Public » d'AEPA dans les quartiers non lotis ;
- L'assistance au Centre des Métiers de l'Eau et à la formation ;
- L'assistance à la maîtrise d'ouvrage communale ;
- Le partenariat avec les sociétés sœurs (Société Wallone des Eaux et la Société des Eaux de Marseille) ;
- La tenue de la réunion du comité de supervision des activités de l'ONEA.

2.2.2 Assistance au niveau de l'exploitation

L'appui au CEMEAU a porté sur :

- L'optimisation des systèmes de production de l'ONEA conduite par la société Hamburg Wasser dans le cadre de la coopération technique allemande (GIZ) ;
- L'appui à l'assurance qualité et à la formation avec la coopération allemande (KFW) ;
- La coopération avec les sociétés sœurs à travers des missions de benchmarking.

III. BILAN D'EXECUTION FINANCIERE 2015

3.1 MILIEU RURAL

3.1.1 Bilan financier global de l'AEPA

Figure 2: Taux d'exécution financière par source de financement

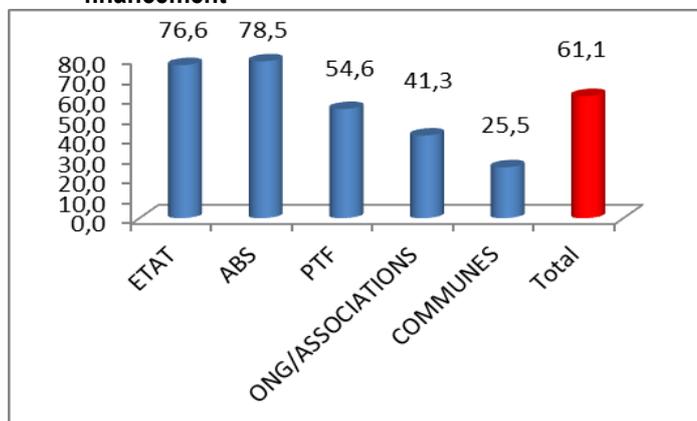


Tableau 28: Exécution financière global selon les sources de financement (en millions de FCFA)

Financement	Prévision 2015	Dépenses 2015	Taux (%)
Ressources propres	4 137,0	3 168,8	76,6
ABS	8 091,6	6 350,9	78,5
PTF (appui projets)	17 816,5	9 732,8	54,6
ONG/Associations	3 431,9	1 418,5	41,3
Communes	595,0	151,5	25,5
Total	34 071,9	20 822,6	61,1

Source : Rapport d'exécution 2015 du BPO 2015-2017

Le taux d'exécution financière globale du programme sur base paiement au cours de l'année 2015 pour l'ensemble des acteurs du secteur est de 61,1%.

Le faible taux d'exécution au niveau des communes pourrait s'expliquer entre autres par la faible attractivité des appels d'offres entraînant des marchés infructueux.

3.1.2 Bilan financier du Cadre unifié des interventions de l'AEPA

Figure 3: Taux d'exécution financière du CUI par source de financement

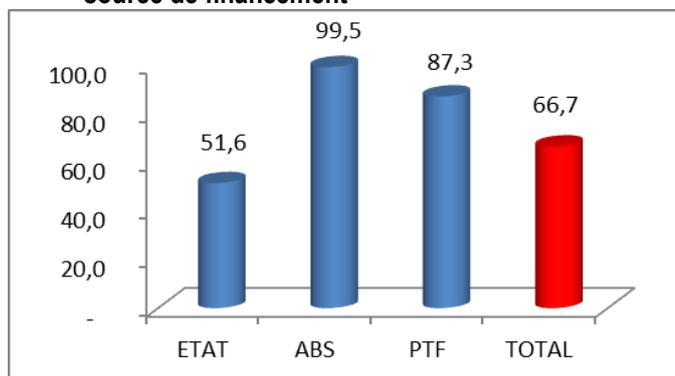


Tableau 29 : Exécution financière du CUI selon les sources de financement (en millions de FCFA)

Financement	Prévision	Dépenses	Taux (%)
Etat	2 236,6	1 154,1	51,6
ABS	919,0	914,0	99,5
PTF	176,4	154,1	87,3
Total	3 332,0	2 222,2	66,7

Source : Rapport d'exécution 2015 du BPO 2015-2017

Le bilan financier de la mise en œuvre du cadre unifié d'intervention est de 66,7%. Le niveau d'exécution moyen de l'Etat traduit le fait que les paiements se poursuivent jusqu'à l'échéance de la journée complémentaire prévu en fin Février.

3.1.3. Bilan financier des réalisations des ouvrages d'AEP

La dotation budgétaire révisée consacrée à la réalisation et à la réhabilitation d'ouvrage d'AEP au titre de l'année 2015 est de 22 197,5 millions de FCFA. Le montant total dépensé pour ces travaux est de 14 294,0 millions de FCFA avec 922,0 millions de FCFA investis hors programmation. Le taux d'exécution issu de la programmation révisée est de 60,2 %. Ce taux d'exécution est inférieur à celui de 2014 qui était de 71,3%

Tableau 30: Bilan financier des réalisations de nouveaux ouvrages d'AEP (en millions de FCFA)

Régions	Forages neufs					Puits neufs					AEPS neuves				
	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
		Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)			Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)			Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	436,5	350,7	0,0	350,7	80,3	0,0	0,0	0,0	0,0	-	358,6	179,0	0,0	179,0	49,9
Cascades	1 043,4	770,1	161,0	931,1	73,8	0,0	0,0	0,0	0,0	-	210,0	208,8	27,5	236,2	99,4
Centre	265,7	223,8	242,0	465,8	84,2	0,0	0,0	2,5	2,5	-	214,0	213,0	0,0	213,0	99,5
Centre-Est	725,2	565,4	0,0	565,4	78,0	18,8	6,8	0,0	6,8	36,2	418,4	65,0	0,0	65,0	15,5
Centre-Nord	386,3	315,5	0,0	315,5	81,7	0,0	0,0	0,0	0,0	-	599,1	353,8	0,0	353,8	59,1
Centre-Ouest	1 186,0	1 042,9	224,0	1 266,9	87,9	3,6	3,6	0,0	3,6	100,0	215,0	210,0	0,0	210,0	97,7
Centre-Sud	2 658,6	949,1	132,6	1 081,7	35,7	0,0	0,0	7,5	7,5	-	90,0	88,0	0,0	88,0	97,8
Est	1 374,7	697,1	0,0	697,1	50,7	0,0	0,0	0,0	0,0	-	538,4	438,5	0,0	438,5	81,4
Hauts-Bassins	697,0	167,5	0,0	167,5	24,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	475,0	279,5	0,0	279,5	58,8
Nord	698,1	316,5	0,0	316,5	45,3	67,5	12,5	0,0	12,5	18,5	380,9	174,1	0,0	174,1	45,7
Plateau Central	2 173,0	1 702,3	0,0	1 702,3	78,3	0,0	0,0	0,0	0,0	-	883,0	268,8	0,0	268,8	30,4
Sahel	1 879,2	1 237,7	71,2	1 309,0	65,9	24,8	8,0	0,0	8,0	32,3	940,0	322,1	0,0	322,1	34,3
Sud-Ouest	403,4	262,7	0,0	262,7	65,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	134,3	105,9	0,0	105,9	78,9
National	13 927,1	8 601,3	830,9	9 432,2	61,8	114,7	30,9	10,0	40,9	26,9	5 456,7	2 906,5	27,5	2 933,9	53,3

Source : Rapports 18^{èmes} CRP, CID

Au titre des réalisations des nouveaux ouvrages d'approvisionnement en eau potable, sur la prévision révisée de 19 498,5 millions de FCFA, le montant total dépensé est de 11 538,7 millions de FCFA, soit un taux d'exécution financière 59,2%. En outre, le montant dépensé hors programmation est évalué à 868,4 millions de FCFA. .

. Tableau 31: Bilan financier des réhabilitations d'ouvrages d'AEP (en millions de FCFA)

Régions	Forages réhabilités					Puits réhabilités					AEPS réhabilitées				
	Program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	program- mation révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
		Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)			Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)			Issues de la program- mation (b)	Hors program- mation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	83,9	51,3	20,9	72,2	61,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	70,7	30,0	0,0	30,0	42,4
Cascades	24,9	16,8	1,6	18,4	67,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-	81,2	40,0	0,0	40,0	49,3
Centre	32,6	32,3	12,1	44,4	99,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Centre-Est	57,1	35,8	0,0	35,8	62,6	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Centre-Nord	66,1	63,2	0,0	63,2	95,6	0,0	0,0	0,0	0,0	-	2,9	2,0	0,0	2,0	69,0
Centre-Ouest	156,0	54,5	0,0	54,5	34,9	2,5	0,0	0,0	0,0	0,0	541,0	384,9	0,0	384,9	71,2
Centre-Sud	69,7	61,4	0,0	61,4	88,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	25,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Est	102,0	0,5	0,0	0,5	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	-	312,2	295,0	0,0	295,0	94,5
Hauts-Bassins	12,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	60,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nord	64,6	56,1	0,0	56,1	86,9	8,6	8,6	0,0	8,6	100,0	200,5	113,4	0,0	113,4	56,6
Plateau Central	115,0	30,0	0,0	30,0	26,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	73,0	0,0	73,0	-
Sahel	159,7	146,0	19,0	165,0	91,4	0,8	0,8	0,0	0,8	100,0	27,9	20,0	0,0	20,0	71,7
Sud-Ouest	4,0	2,0	0,0	2,0	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
National	947,5	549,7	53,7	603,4	58,0	11,9	9,4	0,0	9,4	78,9	1 321,6	958,3	0,0	958,3	72,5

Source : Rapports 18^{èmes} CRP, CID

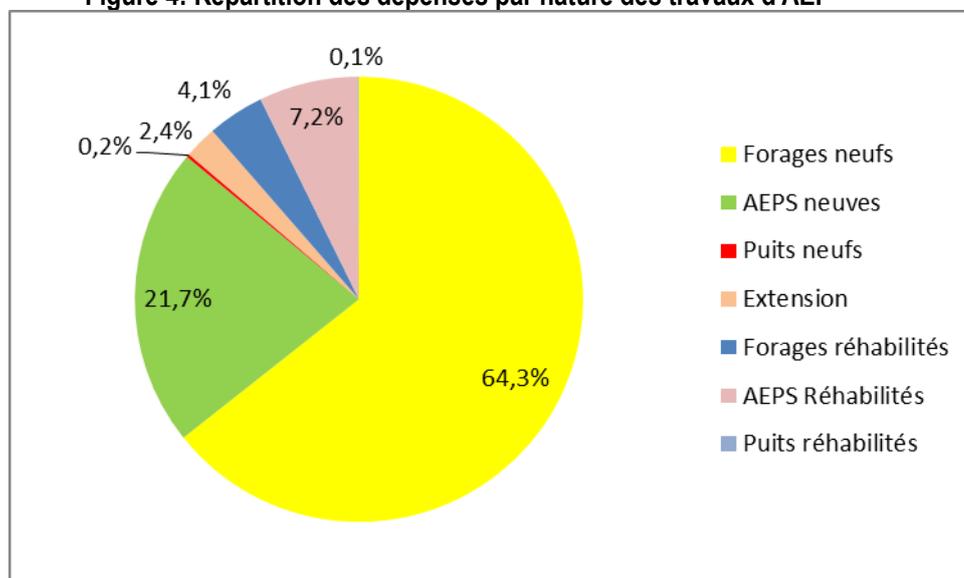
Tableau 32: Bilan financier des extensions (en millions de FCFA)

Régions	Extension d'AEPS				
	program- mationrévisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
		Issues de la program mation (b)	Hors program mation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	1,0	1,0	0,0	1,0	100,0
Cascades	57,3	54,3	0,0	54,3	94,7
Centre	64,0	64,0	0,0	64,0	100,0
Centre-Est	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Centre-Nord	46,0	46,0	0,0	46,0	100,0
Centre-Ouest	55,0	37,8	0,0	37,8	68,7
Centre-Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Est	80,0	70,0	0,0	70,0	87,5
Hauts-Bassins	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Nord	89,5	42,9	0,0	42,9	47,9
Plateau Central	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Sahel	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Sud-Ouest	25,2	0,0	0,0	0,0	0,0
National	418,0	315,9	0,0	315,9	75,6

Source : Rapports 18^{èmes}CRP, CID

Au titre des réhabilitations et extensions d'ouvrages d'approvisionnement en eau potable, le montant total dépensé sur la prévision révisée de 2 699,0 millions de FCFA est de 1 833,3 millions de FCFA, soit un taux d'exécution financière 67,9%. En outre, le montant dépensé hors programmation pour les réhabilitations est évalué à 53,7 millions de FCFA

Figure 4: Répartition des dépenses par nature des travaux d'AEP



Source : Rapports 18^{èmes}CRP

La plus grande partie des dépenses de l'année porte sur les réalisations de forages neufs (64,3%).

3.1.4. Bilan financier des réalisations des ouvrages d'AEUE (en millions de FCFA)

La dotation budgétaire révisée consacrée à la construction et à la réhabilitation d'ouvrage d'AEUE au titre de l'année 2015 est de 8 542,4 millions de FCFA. Le montant total dépensé pour ces travaux est de 5 823,2 millions de FCFA avec 594,9 millions de FCFA investis hors programmation. Le taux d'exécution issu de la programmation révisée est de 61,2%. Ce taux d'exécution est sensiblement supérieur à celui de 2014 qui était de 58,0%.

Tableau 33: Bilan financier de construction de latrines institutionnelles et publiques (en millions de FCFA)

Régions	Latrines dans les Ecoles					Latrines dans les CSPS					Latrines publiques				
	Program-mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	Program-mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %	Program-mation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %
		Issue de la program - mation (b)	Hors program - mation (c)	Total (b+c)			Issue de la program - mation (b)	Hors program - mation (c)	Total (b+c)			Issue de la program - mation (b)	Hors program - mation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	22,4	14,9	2,0	16,9	66,3	6,8	3,5	51,0	54,5	51,3	4,0	1,7	6,0	7,7	42,5
Cascades	445,1	380,3	0,0	380,3	85,4	81,4	80,4	0,0	80,4	98,7	9,0	2,4	0,0	2,4	26,7
Centre	24,8	8,0	54,7	62,7	32,2	12,8	6,8	10,8	17,5	52,8	12,3	8,0	6,0	14,0	65,0
Centre-Est	96,8	66,0	0,0	66,0	68,2	10,0	7,6	0,0	7,6	75,9	0,3	0,3	4,3	4,6	100,0
Centre-Nord	210,0	185,0	5,0	190,0	88,1	5,5	2,5	1,5	4,0	45,5	31,6	31,4	0,0	31,4	99,3
Centre-Ouest	42,0	32,0	44,0	76,0	76,2	44,0	0,0	34,0	34,0	0,0	180,0	110,0	0,0	110,0	61,1
Centre-Sud	48,6	26,6	2,7	29,3	54,8	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	4,0	4,0	-
Est	180,4	98,2	40,0	138,2	54,4	41,5	20,0	0,0	20,0	48,2	44,0	2,9	0,0	2,9	6,6
Hauts-Bassins	17,5	15,7	0,0	15,7	89,5	2,5	2,0	15,6	17,6	80,0	2,5	1,0	0,0	1,0	40,0
Nord	113,0	57,1	30,0	87,1	50,5	36,1	35,5	0,0	35,5	98,3	103,6	61,3	0,0	61,3	59,2
Plateau Central	25,0	23,5	0,0	23,5	93,9	0,0	0,0	0,0	0,0	-	17,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Sahel	211,6	210,0	0,0	210,0	99,2	29,0	14,9	0,0	14,9	51,4	22,2	11,9	0,0	11,9	53,4
Sud-Ouest	35,5	32,1	0,0	32,1	90,5	7,0	6,0	0,0	6,0	85,7	3,0	3,0	0,0	3,0	100,0
Total	1472,8	1149,3	178,3	1327,7	78,0	276,6	179,1	112,9	292,0	64,7	430,0	233,9	20,3	254,2	54,4

Source : Rapports 18^{èmes}CRP, CID

Tableau 34: Bilan financier de construction de latrines familiales (en millions de FCFA)

Régions	Latrines Familiales				
	Programmation révisée (a)	Réalizations			Taux de réalisation (100*b/a) en %
		Issue de la programmation (b)	Hors programmation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	845,9	495,6	169,2	664,8	58,6
Cascades	469,1	411,2	0,0	411,2	87,7
Centre	125,3	104,3	56,8	161,1	83,2
Centre-Est	282,3	129,4	0,0	129,4	45,8
Centre-Nord	422,0	215,8	0,0	215,8	51,1
Centre-Ouest	811,4	494,9	0,0	494,9	61,0
Centre-Sud	756,6	261,0	0,0	261,0	34,5
Est	515,4	409,0	0,0	409,0	79,4
Hauts-Bassins	627,0	252,9	0,0	252,9	40,3
Nord	92,8	92,7	0,0	92,7	99,8
Plateau Central	215,0	191,1	0,0	191,1	88,9
Sahel	381,8	276,3	0,0	276,3	72,4
Sud-Ouest	298,7	186,9	0,0	186,9	62,6
Total	5843,4	3521,1	226,0	3747,1	60,3

Source : Rapports 18^{èmes} CRP

En ce qui concerne les réalisations des nouveaux ouvrages d'assainissement, sur la prévision révisée de 8 022,8 millions de FCFA, le montant total dépensé est de 5 083,4 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de 63,4%. En outre, le montant dépensé hors programmation s'élève à 537,5 millions de FCFA.

Tableau 35: Bilan financier des réhabilitations d'ouvrages d'AEUE (en millions de FCFA)

Régions	Latrines dans les Ecoles					Latrines dans les CSPS					Latrines Publiques					Latrines Familiales				
	Prgr révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %	Prgr révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %	Prgr révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %	Prgr révisée (a)	Réalizations			Taux (100*b/a) en %
		Issue de la prgr (b)	Hors prgr (c)	Total (b+c)			Issue de la prgr (b)	Hors prgr (c)	Total (b+c)			Issue de la prgr (b)	Hors prgr (c)	Total (b+c)			Issue de la prgr (b)	Hors prgr (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	10,8	0,0	0,0	0,0	0
Cascades	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Centre	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Centre-Est	0,0	0,0	0,2	0,2	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Centre-Nord	0,0	0,0	1,6	1,6	-!	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Centre-Ouest	0,0	0,0	0,0	0,0	-!	140,0	0,0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	3,3	3,2	0,0	3,2	96,1
Centre-Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	8,9	8,9	-
Est	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Hauts-Bassins	0,5	0,0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Nord	6,0	0,0	0,0	0,0	0	6,0	0,0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Plateau Central	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Sahel	0,0	0,0	0,0	0,0	-	1,6	0,0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	1,5	1,5	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Sud-Ouest	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Total	6,5	0,0	1,8	1,8	0	147,6	0,0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	1,5	1,5	-	14,1	3,2	8,9	12,1	22,7

Source : Rapports 18^{èmes}CRP

Au titre des réhabilitations, sur la prévision révisée de 168,2 millions de FCFA, le montant total dépensé est de 3,2 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de 1,9%. En outre, le montant dépensé hors programmation s'élève à 12,1 millions de FCFA.

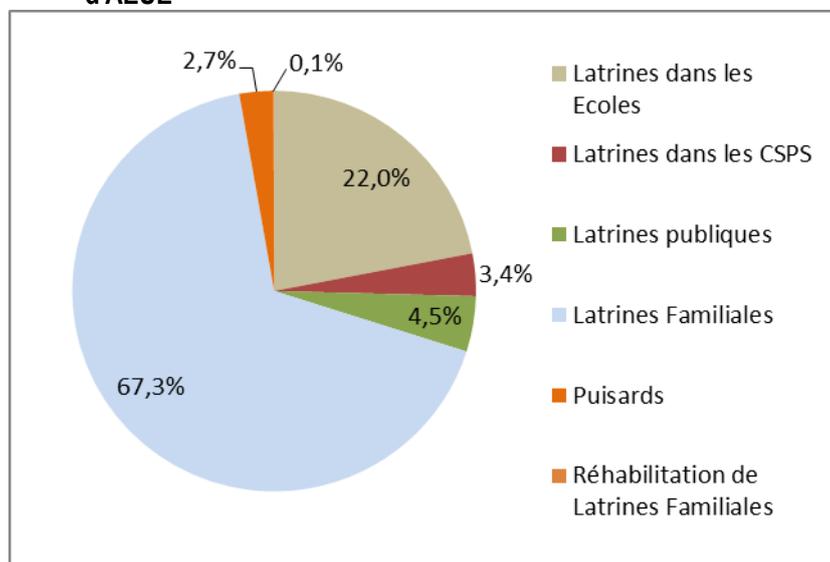
Tableau 36: Bilan financier des constructions de puisards domestiques (en millions de FCFA)

Régions	Puisards domestiques				
	Programmation révisée (a)	Réalisations			Taux de réalisation (100*b/a) en %
		Issue de la programmation (b)	Hors programmation (c)	Total (b+c)	
Boucle du Mouhoun	58,4	0,8	1,1	1,9	1,4
Cascades	175,1	120,0	44,2	164,2	68,5
Centre	5,5	3,0	0,0	3,0	54,4
Centre-Est	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Centre-Nord	8,0	0,5	0,0	0,5	6,3
Centre-Ouest	20,0	7,0	0,0	7,0	35,0
Centre-Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Est	33,0	8,4	0,0	8,4	25,5
Hauts-Bassins	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Nord	20,0	2,0	0,0	2,0	10,0
Plateau Central	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Sahel	23,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Sud-Ouest	8,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	351,4	141,7	45,2	187,0	40,3

Source : Rapports 18^{èmes} CRP

Le niveau d'exécution financière des puisards domestiques est de 40,3% dû au fait qu'aucun acteur des régions du Sahel et du Sud-Ouest n'a effectué de paiement pour des raisons de lourdeur de passation de marchés.

Figure 5: Répartition des dépenses par nature des travaux d'AEUE



Source : Rapports 18^{ème} CRP

Plus de 3/5 des dépenses sont consacrés à la réalisation de latrines familiales. Ceci dénote de l'intérêt accordé par les différents acteurs à la promotion de l'assainissement familial.

3.2 MILIEU URBAIN

3.2.1 Bilan financier global en millions de FCFA

Tableau 37 : Taux d'exécution financière globale

	Prévision	Réalisation	Taux (%)
Total ONEA	33 288	26 950	81,0%

Source : ONEA, 2015

Le taux d'exécution financière globale est de 81,0%. Ceci est le résultat d'une exécution de 79,5% pour l'eau potable et de 93,4% pour l'assainissement.

3.2.2 Bilan financier des réalisations AEP (en millions de FCFA)

Tableau 38 : Taux d'exécution financière de l'AEP

Financement	Prévision	Réalisation	Taux (%)
Financements extérieurs	26 274	20 326	77,4%
Financements propres	3 434	3 280	95,5%
TOTAL	29 708	23 606	79,5%

Source : ONEA, 2015

Le montant financier des réalisations du volet eau potable s'élève à 23 606 millions francs CFA sur une prévision de 29 708 millions francs CFA, soit un taux de réalisation de 79,5%.

3.2.3 Bilan financier des réalisations AEUE (en millions de FCFA)

Tableau 39 : Taux d'exécution financière de l'AEUE

Financement	Prévision	Réalisation	Taux (%)
Financements extérieurs	3 063	2 897	94,4%
Financements propres	517	447	86,5%
TOTAL	3 580	3 344	93,4%

Source : ONEA, 2015

Les réalisations de l'assainissement elles s'élèvent à 3 344 millions francs CFA sur une prévision de 3 580 millions francs CFA, soit un taux d'exécution de 93,4%.

IV. ANALYSE DES PERFORMANCES ET EVOLUTION DES INDICATEURS

4.1 EAU POTABLE

4.1.1 Milieu rural

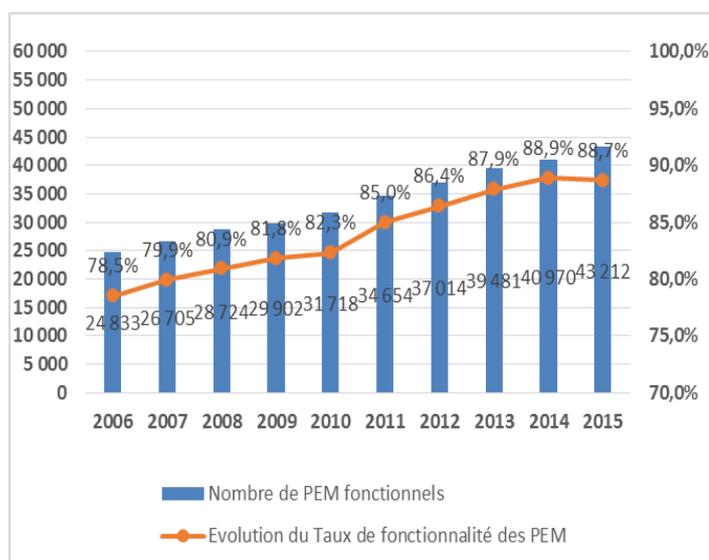
4.1.1.1 Fonctionnalité des ouvrages

Tableau 40 : Taux de fonctionnalité des PEM, AEPS et Branchements Privés en 2015

Région	PEM				AEPS-PEA					Branchements Privés	
	Nombre Total de PEM équipés de pompe	Nombre Total de PEM équipés fonctionnels	Nombre Total de PEM équipés en panne	Taux de fonctionnalité (%)	Nombre Total d'AEPS-PEA	Nombre d'AEPS	Nombre de PEA	Nombre d'AEPS-PEA fonctionnels	Taux de fonctionnalité (%)	Branchements actifs	Branchements non actifs
Boucle du Mouhoun	3723	3031	692	81,4	107	86	21	71	66,4	148	4
Cascades	1935	1782	153	92,1	40	34	6	34	85,0	199	2
Centre	2185	1870	315	85,6	54	33	21	53	98,1	77	0
Centre-Est	4808	4690	118	97,5	45	27	18	39	86,7	78	0
Centre-Nord	5335	4910	425	92,0	50	34	16	41	82,0	62	0
Centre-Ouest	4741	3946	795	83,2	90	77	13	76	84,4	592	0
Centre-Sud	3522	3272	250	92,9	92	57	35	77	83,7	312	2
Est	4675	4351	324	93,1	98	46	52	88	89,8	101	0
Hauts-Bassins	2786	2260	526	81,1	80	73	7	66	82,5	266	11
Nord	4160	3448	712	82,9	124	93	31	114	91,9	200	1
Plateau Central	3968	3615	353	91,1	49	29	20	38	77,6	75	0
Sahel	3916	3441	475	87,9	88	44	44	75	85,2	57	0
Sud-Ouest	2945	2596	349	88,1	20	20	0	16	80,0	152	9
National	48699	43212	5487	88,7	937	653	284	788	84,1	2 319	29

Source : INO 2015

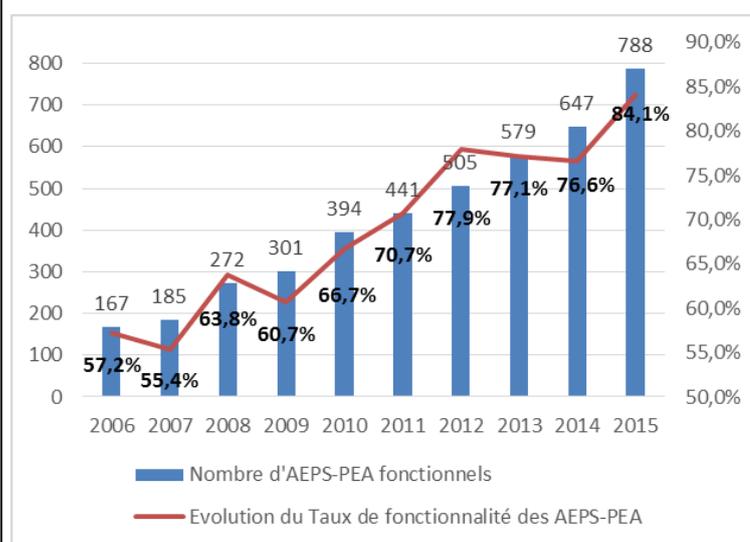
Figure 6: Evolution du Taux de fonctionnalité des PEM (%)



Entre 2006 et 2015, le nombre de PEM fonctionnels a augmenté de plus de 18 300, le taux de fonctionnalité a connu une hausse de 10,2 points passant de 78,5% en 2006 à 88,7% en 2015.

Malgré les réhabilitations, les réparations et les nouvelles réalisations, le taux de fonctionnalité des PEM est passé de 88,9% en 2014 à 88,7% en 2015 soit une baisse de 0,2 point.

En 2015, 7 régions ont un taux de fonctionnalité supérieur à la moyenne nationale qui est de 88,7%. Le nombre de PEM en panne est le plus élevé dans les régions des Hauts-Bassins, de la Boucle du Mouhoun, du Nord et du Centre-Ouest. Les raisons sont diverses et sont entre autres liées à la non fonctionnalité des AUE, le manque de ressources financières pour les réparations courantes, la mauvaise qualité des ouvrages réalisés et l'utilisation de

Figure 7: Evolution du Taux de fonctionnalité des AEPS/PEA (%)

Pour ce qui concerne les AEPS/PEA fonctionnels, sur la période 2006-2015, leur nombre a augmenté de 621 et le taux de fonctionnalité est passé de 57,2% en 2006 à 84,1% en 2015.

En 2015, ce taux (84,1%) est en hausse de 7,5 points par rapport à celui de 2014 (76,6%).

Les régions où le parc est bien entretenu en 2015 sont le Centre, le Nord et de l'Est.

6 régions ont un taux de fonctionnalité inférieur à la moyenne nationale. Les raisons des pannes constatées sont liées à la défaillance dans la gestion, à la source d'énergie (vols des plaques solaires, pannes du groupe électrogène...), l'insuffisance de la ressource en eau, etc...

4.1.1.2 Taux d'accès à l'eau potable

Tableau 41 : Evolution du taux d'accès à l'eau potable par région (%)

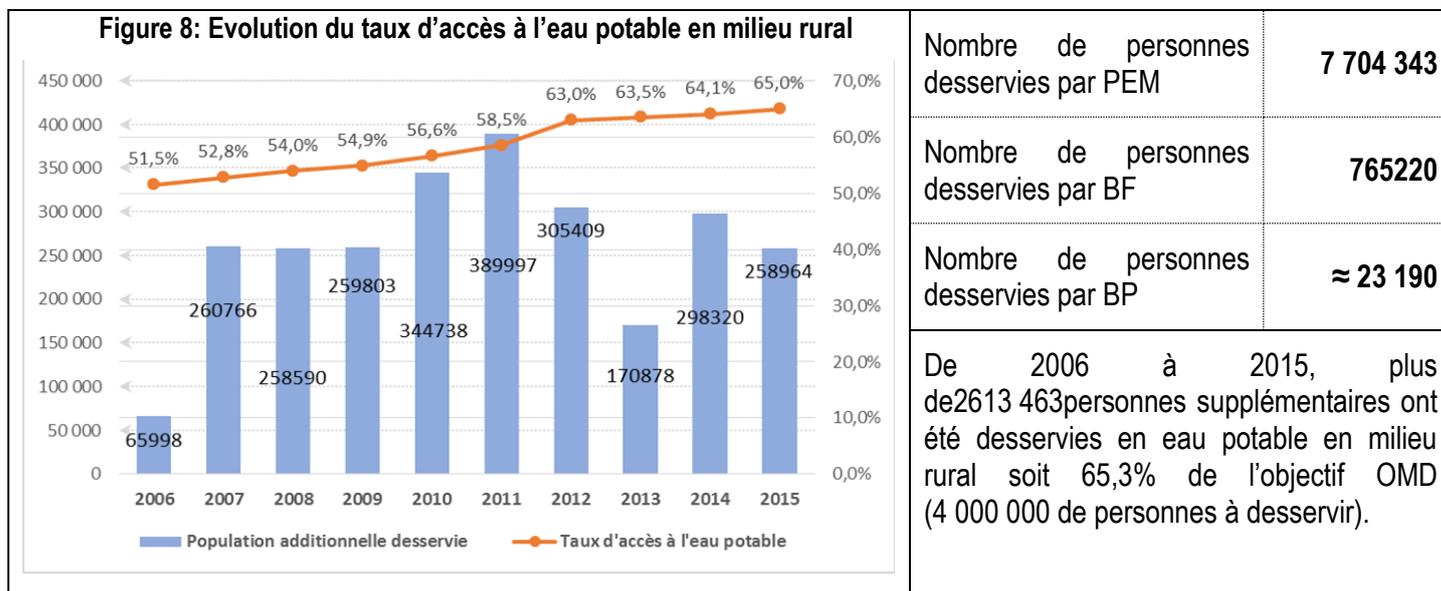
Région	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Boucle du Mouhoun	42,1	45,0	47,8	49,3	50,5	54,3	59,0	60,3	59,7	62,5
Cascades	45,4	45,8	46,9	49,1	48,4	53,0	54,6	53,5	54,3	55,5
Centre	54,1	55,3	55,2	55,9	58,3	60,0	69,3	78,9	86,8	88,5
Centre-Est	57,9	59,3	61,1	63,4	66,3	67,8	70,4	70,6	72,0	72,7
Centre-Nord	62,4	62,9	63,4	64,1	62,8	65,9	69,0	70,3	71,2	70,8
Centre-Ouest	54,4	54,7	54,9	55,0	56,9	58,0	64,3	64,5	66,3	67,8
Centre-Sud	67,9	68,6	70,8	70,9	71,4	73,9	79,3	80,5	80,9	82,9
Est	45,8	46,3	47,1	48,1	48,8	47,3	50,2	50,5	51,0	51,4
Hauts-Bassins	38,0	40,6	40,7	41,4	41,7	47,7	51,7	49,5	48,8	49,0
Nord	53,1	55,9	59,4	61,1	65,5	67,8	71,4	72,3	74,3	74,7
Plateau-Central	66,5	68,2	70,6	69,9	71,5	71,4	77,2	77,7	78,5	79,4
Sahel	35,2	35,1	33,9	35,3	42,2	42,9	51,8	52,6	53,0	54,3
Sud-Ouest	64,0	65,3	65,2	63,6	62,7	66,4	68,5	71,3	70,8	71,2
National	51,5	52,8	54,0	54,9	56,6	58,5	63,0	63,5	64,1	65,0

Source : INO 2015

Les réalisations et les réhabilitations faites en 2015 ont permis de desservir 258964 personnes additionnelles en eau potable. Le taux d'accès est passé de 64,1% en 2014 à 65,0% en 2015. Au total 8469563 personnes sont desservies sur une population de 13033540 personnes en milieu rural. Cette progression, en termes de taux d'accès, reste relativement faible et s'explique entre autres par l'accroissement annuel de la population (222 732 personnes) qui absorbe une grande partie des investissements.

Néanmoins le niveau de progression du taux d'accès a permis d'atteindre la performance de 65% retenue comme cible en 2015.

Le taux d'accès présente cependant des disparités au niveau des régions. 3 régions (Centre, Centre-Sud et Plateau Central) ont atteint et même dépassé les OMD (76%). Par contre 5 régions (celles des Hauts-Bassins, de l'Est, du Sahel, des Cascades et de la Boucle du Mouhoun) ont un taux d'accès inférieur à celui national de 65%.



Source : DGRE, 2015

L'analyse comparative du niveau d'atteinte des OMD comme l'illustre la carte ci-dessus fait ressortir que des efforts considérables restent à fournir dans les régions où les écarts restent importants.

Figure 9: Carte comparative du taux d'accès à l'eau potable en milieu rural par rapport à la cible OMD

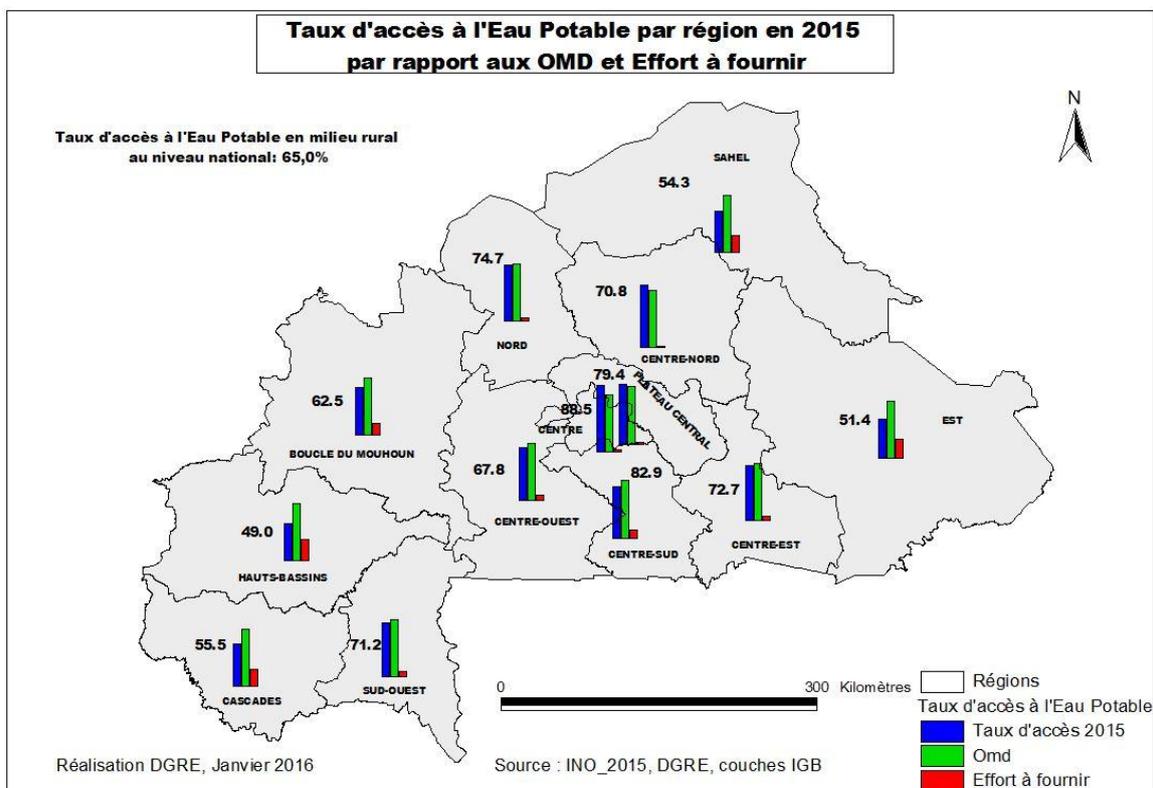
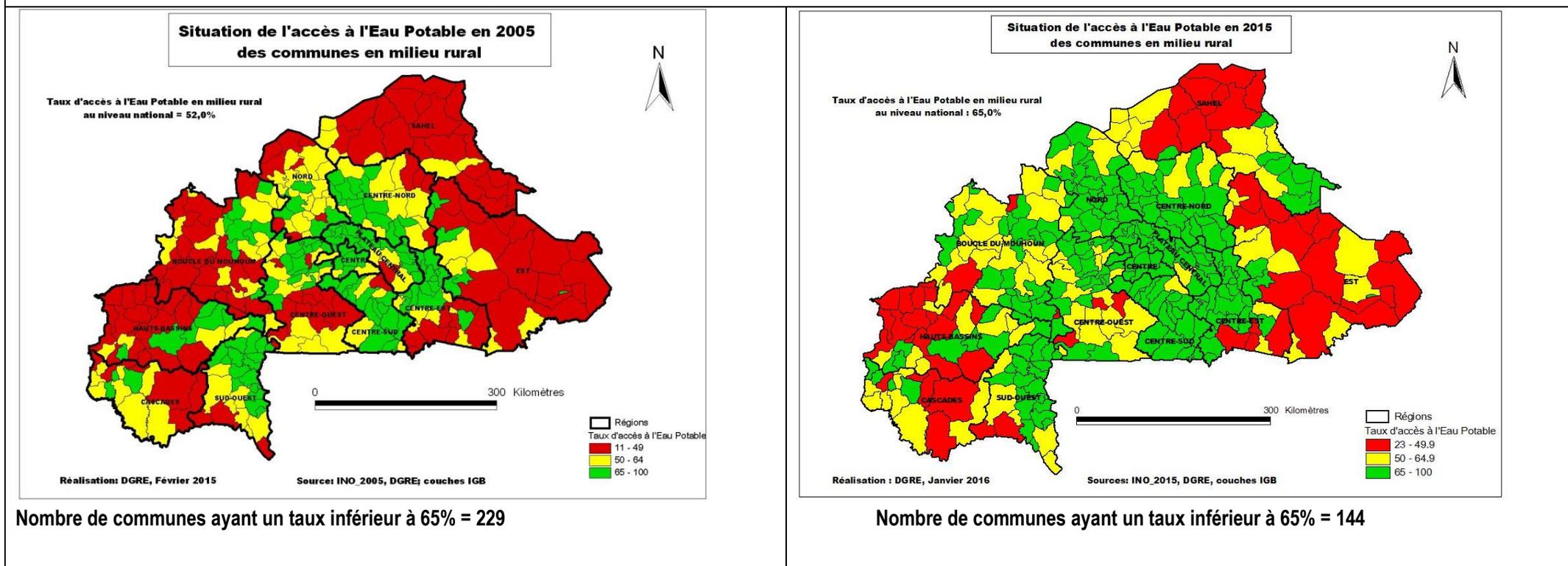


Figure 10: Cartes des taux d'accès à l'eau potable en milieu rural entre 2005 et 2015



En 2015, le nombre de communes ayant un taux d'accès à l'eau potable inférieur à 65% est de 144 contre 147 en 2014 soit une réduction de trois communes. La cible de 120 communes fixées dans la matrice de performance n'est pas atteinte.

Entre 2005 et 2015, le nombre de communes ayant un taux inférieur à 65% a été réduit de 85 soit de 229 à 144 communes.

Les communes ayant un taux inférieur à 50% sont surtout localisées dans les régions des Hauts-Bassins (17), de l'Est (14), du Sahel (9) et des Cascades (5). Ce sont ces quatre régions qui occupent les derniers rangs en matière de taux d'accès à l'eau potable.

4.1.1.3 Estimations des besoins OMD

Tableau 42 : Analyse comparative des réalisations de 2015 par rapport à la prévision OMD

Ouvrages d'AEP	Prévision OMD 2015	Réalisation 2015	Taux d'atteinte (%)
PEM communautaires neufs	1857	1 393	75,0
PEM institutionnels (école et CSPS) neufs	1387	374	27,0
AEPS neuves	83	80	96,4

Source: INO 2015

Le tableau suivant présente au 31/12/2015 les réalisations annuelles et le nombre d'ouvrage à réaliser pour l'atteinte des OMD. Au total 13 163 PEM communautaires devraient être réalisés pour satisfaire le besoin en termes d'équipement selon les critères du PN-AEPA. Au 31 décembre 2015, 12 139 PEM communautaires sur 13 163 programmés ont été réalisés.

Toutefois dans certaines régions (Centre, Centre-Sud et du Plateau Central), l'objectif de 76% a été atteint.

Tableau 43 : Cumul des réalisations communautaires et estimation des besoins en PEM pour l'atteinte des OMD

Régions	Besoins en PEM communautaires (forages et puits) pour atteindre les OMD	Réalizations communautaires de PEM									Cumul des réalisations communautaires de PEM 2007-2015	Gap 2015 en PEM pour atteindre les OMD
		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015		
Boucle du Mouhoun	1 794	215	263	109	83	113	71	105	83	63	1 105	689
Cascades	626	25	81	41	46	109	69	41	87	96	595	31
Centre	179	68	26	35	64	43	58	38	67	67	466	0
Centre-Est	926	154	199	106	149	93	124	145	137	201	1 308	0
Centre-Nord	1 141	81	96	74	92	133	55	122	181	51	885	256
Centre-Ouest	1 023	99	75	79	107	83	118	82	102	172	917	106
Centre-Sud	755	97	153	55	50	104	161	87	87	190	984	0
Est	1 397	97	130	90	110	110	168	120	160	118	1 103	294
Hauts-Bassins	999	138	63	36	33	92	69	56	86	24	597	402
Nord	1 266	208	226	175	129	105	101	102	101	57	1 204	62
Plateau-Central	608	120	184	56	114	114	68	75	81	137	949	0
Sahel	1 817	62	90	71	111	328	390	181	73	188	1 494	323
Sud-Ouest	633	79	90	48	33	64	77	61	51	29	532	101
National	13 163	1 443	1 676	975	1 121	1 491	1 529	1 215	1 296	1 393	12 139	1 024

Source : INO 2015

En termes d'AEPS/PEA, 525 ont été réalisés entre 2007 et 2015 sur un besoin estimé à 519 pour l'atteinte des OMD. Toutefois, sept régions (Centre, Cascades, Centre-Sud, Est, Nord, Plateau Central et Sahel) ont dépassé leur objectif en terme de réalisation. Tandis que six régions (Boucle du Mouhoun, Centre-Est, Centre-Nord, Centre-Ouest, Hauts-Bassins, Sud-Ouest) ont encore un besoin chiffré à 97 AEPS-PEA

Tableau 44 : Cumul des réalisations communautaires et estimation des besoins en AEPS pour l'atteinte des OMD

Région	Besoins OMD en AEPS	Réalisation d'AEPS										Gap en AEPS 2015 pour atteindre les OMD
		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Cumul des AEPS 2007-2015	
Boucle du Mouhoun	77	9	9	13	3	0	4	2	15	2	57	20
Cascades	18	0	3	11	1	1	2	1	3	3	25	0
Centre	4	4	3	3	1	9	5	5	1	2	33	0
Centre-Est	51	1	6	5	1	2	6	1	8	1	31	20
Centre-Nord	53	2	4	6	3	2	3	1	7	3	31	22
Centre-Ouest	65	13	8	0	4	2	3	5	16	10	61	4
Centre-Sud	21	0	1	2	8	5	8	7	7	7	45	0
Est	54	4	2	2	6	1	5	4	8	24	56	0
Hauts-Bassins	51	8	4	6	5	0	2	5	1	3	34	17
Nord	39	7	9	9	3	7	9	3	10	5	62	0
Plateau-Central	26	1	0	2	2	2	5	1	12	3	28	0
Sahel	34	1	3	3	4	4	9	7	4	15	50	0
Sud-Ouest	26	2	5	0	0	0	1	2	0	2	12	14
National	519	52	57	62	41	35	62	44	92	80	525	97

Source : INO 2015

En termes de Bornes Fontaines, 2 367 ont été réalisés entre 2007 et 2015 sur un besoin estimé à 6 316 pour l'atteinte des OMD. Toutefois, deux régions (Centre, Centre-Sud) ont dépassé leur objectif en terme de réalisation. Tandis que les autres ont encore un besoin chiffré à 4 053 bornes fontaines.

Tableau 45 : Cumul des réalisations de bornes fontaines et estimation des besoins pour l'atteinte des OMD

Région	Besoins OMD en Bornes fontaines	Réalisation de Bornes Fontaines									Cumul équivalent bornes fontaines 2007-2015	Gap en équivalent bornes fontaines pour atteindre les OMD
		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015		
Boucle du Mouhoun	996	17	28	44	11	0	19	5	85	79	288	708
Cascades	208	0	8	41	6	3	4	3	12	11	88	120
Centre	104	16	20	13	0	50	17	8	3	42	169	0
Centre-Est	551	1	2	39	3	15	30	1	38	28	157	394
Centre-Nord	715	2	21	27	14	3	11	2	49	51	180	535
Centre-Ouest	816	33	31	0	5	5	11	27	71	19	202	614
Centre-Sud	218	0	2	3	29	12	21	28	26	139	260	0
Est	645	5	5	5	20	5	10	16	34	101	201	444
Hauts-Bassins	754	20	16	24	32	0	12	13	7	48	172	582
Nord	472	24	27	55	10	7	23	5	34	87	272	200
Plateau-Central	340	2	0	1	13	9	27	1	39	39	131	209
Sahel	381	4	13	16	6	11	25	12	28	61	176	205
Sud-Ouest	116	6	24	0	0	0	7	10	0	27	74	42
National	6316	130	197	268	149	120	217	131	426	729	2 367	4053

Source : INO 2015

4.1.2 Milieu urbain

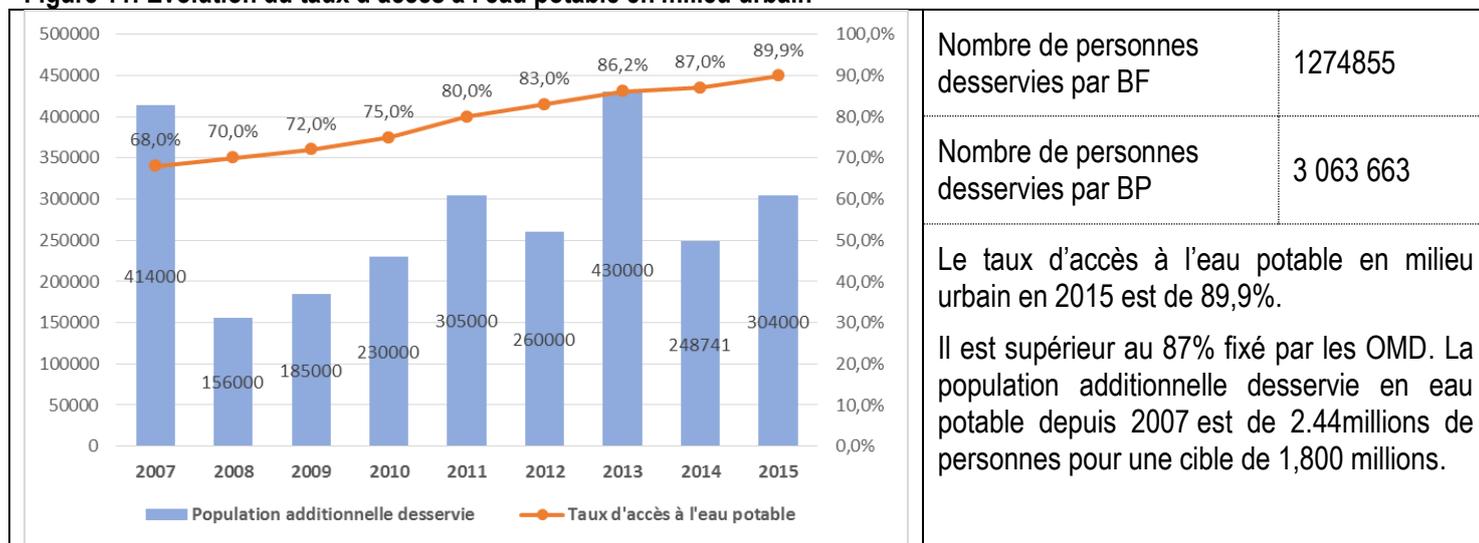
Tableau 46 : Récapitulatif des réalisations physiques en AEP depuis le démarrage du PN-AEPA

	Capacité de production (forages et stations de pompes m ³ /j)	Capacité de stockage (châteaux et bâches m ³)	Réseau (Km)	BP (Nombre)	BF (Nombre)
Prévision 2015	64 863	28 000	3 227	172 096	2 631
Réalisations 2007	940	13 000	657	37 374	425
Réalisations 2008	7 332	2 000	475	12 076	139
Réalisations 2009	820	150	333	17 307	120
Réalisations 2010	1 688	4 150	362	18 314	156
Réalisations 2011	32 544	300	399	31 719	273
Réalisations 2012	3 296	8 500	603	27 993	296
Réalisations 2013	17 972	600	575	30 771	134
Réalisations 2014	14 208	5 300	590	26 059	211
Réalisations 2015	14 193	2 700	498	26 686	203
Cumul des réalisations 2007-2015	92 721	36 700	4496	252 866	1 957
Taux (%)	143%	131%	139%	147%	74%
Gap pour atteindre les OMD	0	0	0	0	674

Source : ONEA, 2015

L'analyse du tableau des performances montre une tendance de l'accès au branchement particulier au détriment des bornes fontaines. Ceci est confirmé par le nombre de branchements particuliers qui dépasse largement la cible tandis que le nombre de bornes fontaines reste en deçà de la prévision.

Figure 11: Evolution du taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain



Source : ONEA, 2015

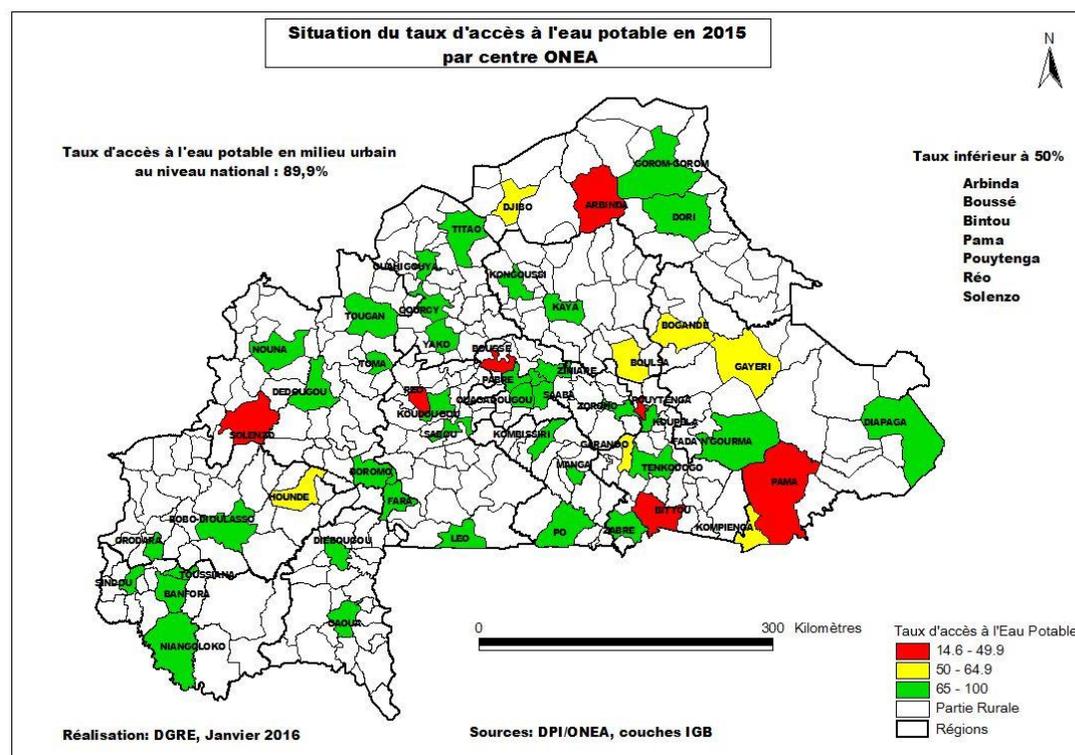
Tableau 47 : Taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain par direction administrative en 2015 (%)

Régions	Centres concernés par le calcul	Taux d'accès à l'eau potable 2015 (%)
Boucle du Mouhoun	Dédougou, Toma, Tougan, Boromo, Nouna, Solenzo	98,5
Cascades	Banfara, Bérégadou, Niangoloko, Sindou	95,3
Centre	Ouagadougou, Saaba	95,9
Centre-Est	Tenkodogo, Koupela, Zabré, Bittou, Garango, Poytenga	62,1
Centre-Nord	Kaya, Kongoussi, Boulsa	90,7
Centre-Ouest	Koudougou, Sabou, Réo, Léo, Fara, Poura	89,5
Centre-Sud	Manga, Kombissiri, Pô	82,2
Est	Fada N'Gourma, Bogandé, Gayeri, Kompienga, Diapaga, Pama	77,1
Hauts-Bassins	Bobo Dioulasso, Orodara, Houndé	87,3
Nord	Ouahigouya, Titao, Yako, Gourcy	95,4
Plateau Central	Ziniare (+Lombila, Pabré), Boussé, Zorgho	81,3
Sahel	Dori, Djibo, Gorom-Gorom (+ Arbinda), Sebba	71,9
Sud-Ouest	Diébougou, Gaoua	93,3
Total ONEA		89,9

Source : ONEA, 2015

Au niveau des régions, le taux présente des disparités variant entre 62,1% et 98,5%. 7 régions ont un taux inférieur au taux national de 89,9% (Centre-Est, Centre-Ouest, Centre-Sud, Est, Hauts-Bassins, Plateau central et Sahel).

Figure 12: Cartes du taux d'accès à l'eau potable en milieu urbain par centre ONEA



4.2 ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES ET EXCRETA

4.2.1 Milieu rural

Tableau 48 : Réalisations annuelles des ouvrages d'assainissement

Ouvrages d'assainissement	Besoins OMD 2007-2015	Réalizations										Gap OMD 2007-2015
		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Cumul 2007-2015	
Ecoles	5 391	428	421	913	448	916	562	552	631	707	5 578	0
CSPS	1 145	0	76	126	89	226	169	128	140	230	1 184	0
Lieux publics	5 724	68	50	143	225	360	294	233	191	258	1 822	3 902
Familiaux	395 118	4 325	13 890	3 306	11 923	8 988	26 943	32 669	41 144	41 317	184 505	210 613

Source : BPO 2014-2015 ; Collecte de données assainissement 2015

Le tableau ci-dessus présente au 31 décembre 2015, les réalisations annuelles d'ouvrages d'assainissement pour l'atteinte des OMD. Au terme du PN-AEPA, et au regard du cumul des réalisations de 2007 à 2015, les objectifs pour l'atteinte des OMD sont largement atteints pour les écoles primaires et les centres de santé et de promotion sociale. Par contre, des efforts sont à consentir pour améliorer les résultats au niveau des lieux publics et des ménages.

Tableau 49 : Taux d'équipement des CSPS et des écoles primaires en latrines

Régions	Nombre de CSPS	Nombre de CSPS équipé	Taux (%)	Nombre d'écoles primaires	Nombre d'écoles primaires équipés	Taux (%)
Boucle du Mouhoun	212	185	87,3	1 245	921	74
Cascades	82	71	86,6	600	392	65,3
Centre	56	54	96,4	316	164	51,9
Centre-Est	144	140	97,2	1 094	493	45,1
Centre-Nord	147	128	87,1	997	585	58,7
Centre-Ouest	184	165	89,7	1 208	908	75,2
Centre-Sud	121	120	99,2	632	474	75
Est	129	122	94,6	1 054	486	46,1
Hauts-Bassins	173	144	83,2	1 334	822	61,6
Nord	208	168	80,8	1 111	855	77
Plateau Central	145	114	78,6	666	485	72,8
Sahel	86	63	73,3	838	572	68,3
Sud-Ouest	89	69	77,5	677	340	50,2
Total	1 776	1 543	86,9	11 772	7 497	63,7

Source : DRS ; DRENA 2015

1543 CSPS étaient équipés de latrines au 31 décembre 2015 sur un total de 1 776, soit un taux d'équipement de 86,9%. La cible de 92% n'est donc pas atteinte. Ce taux a connu une baisse comparativement à celui de 2014 qui était de 90%. Ceci s'explique par le nombre élevé de latrines délabrées et abandonnées sans réhabilitation.

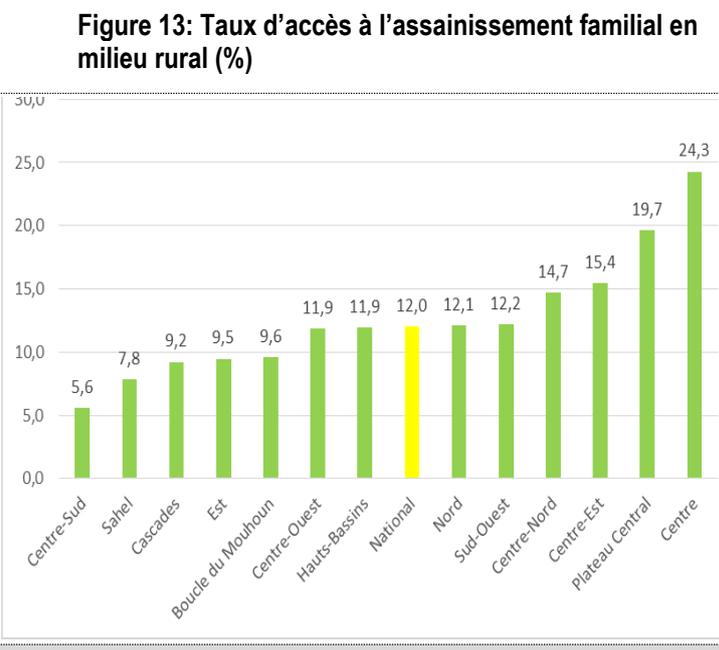
Sur un total de 11772 écoles, 7497 sont équipées en latrines soit un taux d'équipement de 63,7%. La cible fixée à 70% n'est pas atteinte. Cet écart trouve également la même explication que dans les CSPS.

NB : Il est à remarquer que ces taux d'équipements des écoles et CSPS sont collectées auprès des Directions Régionales en charge de l'éducation et de la santé par les DRARHASA qui rencontrent d'énormes difficultés pour les acquérir. Un dispositif de collecte plus fiable de ces informations doit être trouvé afin de pouvoir alimenter ces deux

indicateurs importants pour la matrice de performance. Pour cela, une concertation s'avère nécessaire entre les ministères en charge de l'éducation, de la santé et de l'assainissement.

Tableau 50 : Taux d'accès à l'assainissement familial en 2015 par région

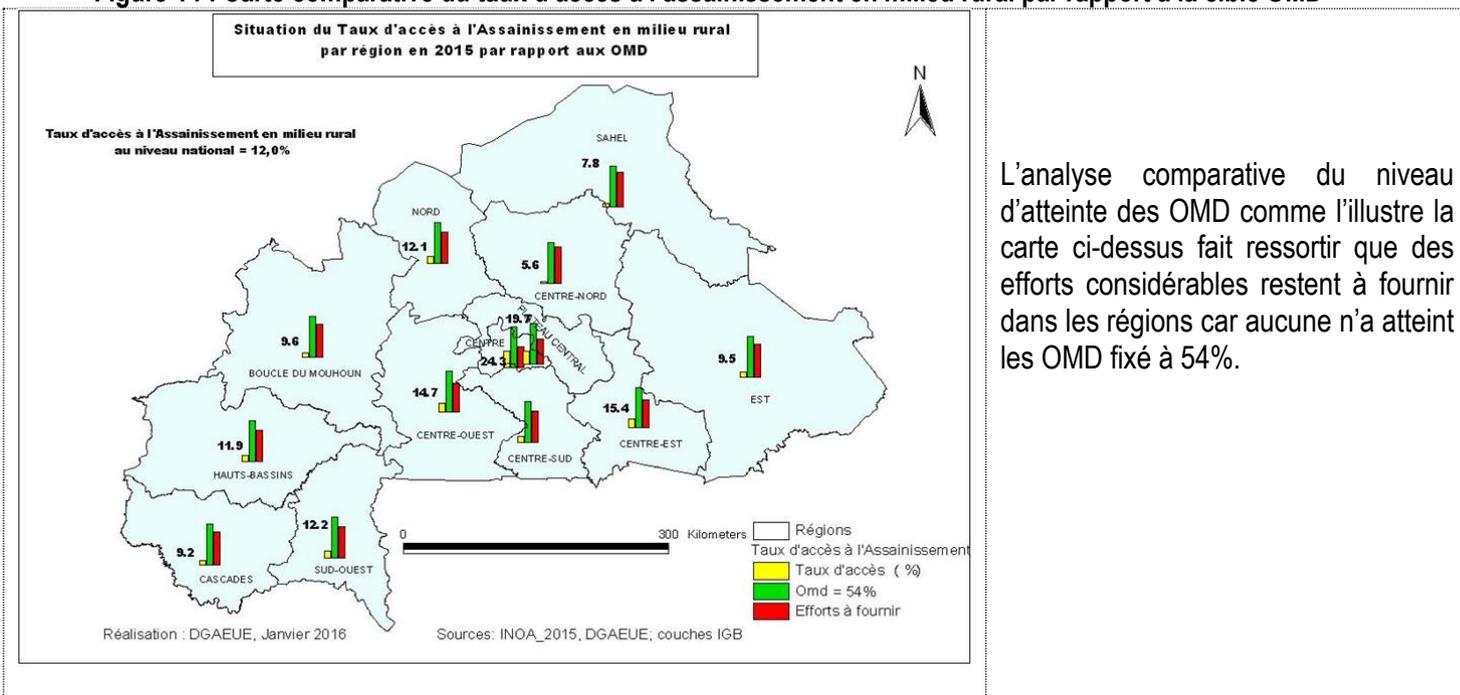
REGIONS	Nouvelles construction de latrines	Réhabilitation de latrines	Total	Taux d'accès (%)
Boucle du Mouhoun	7485	31	7516	9,6
Cascades	2308	27	2335	9,2
Centre	1237	196	1433	24,3
Centre-Est	1731	55	1786	15,4
Centre-Nord	3531	5	3536	14,7
Centre-Ouest	5663	4	5667	11,9
Centre-Sud	1627	0	1627	5,6
Est	3625	12	3637	9,5
Hauts-Bassins	2993	12	3005	11,9
Nord	2393	27	2420	12,1
Plateau-Central	1648	12	1660	19,7
Sahel	3867	26	3893	7,8
Sud-Ouest	2797	5	2802	12,2
National	40905	412	41317	12,0



Source : DGAEUE, Collecte de données assainissement 2015

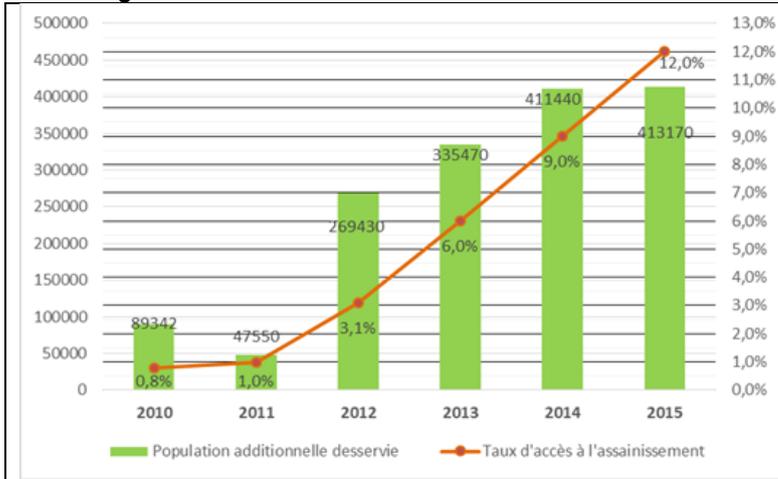
La réalisation de 41 317 latrines familiales améliorées composées de 40905 nouvelles latrines et de 412 latrines réhabilitées ont permis de faire progresser le taux d'accès de 9% en 2014 à 12,0% en 2015. Ces réalisations ont permis à 413 170 personnes supplémentaires d'avoir accès à l'assainissement. Les taux supérieurs à la moyenne nationale sont enregistrés dans 6 régions dont le plus élevé est celui de la région du Centre (24,3%) tandis que le plus faible taux est observé dans le Centre Sud (5,6%).

Figure 14 : Carte comparative du taux d'accès à l'assainissement en milieu rural par rapport à la cible OMD



L'analyse comparative du niveau d'atteinte des OMD comme l'illustre la carte ci-dessus fait ressortir que des efforts considérables restent à fournir dans les régions car aucune n'a atteint les OMD fixé à 54%.

Figure 15 : Evolution du taux d'accès à l'assainissement familial en milieu rural

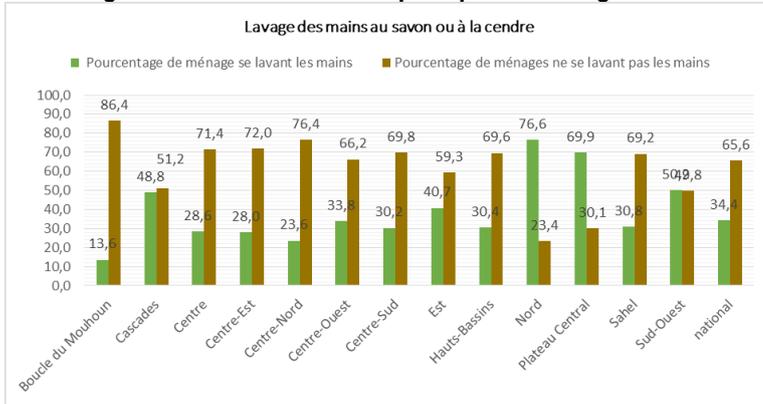


Le taux d'accès est passé de 9% en 2014 à 12,0% en 2015, soit une hausse de 3 points. La population additionnelle desservie en 2015 est 413 170 personnes.

La population totale desservie est de 1566402 personnes.

Source :DGAEUE, 2015

Figure 16: Situation sur les pratiques de lavage des mains

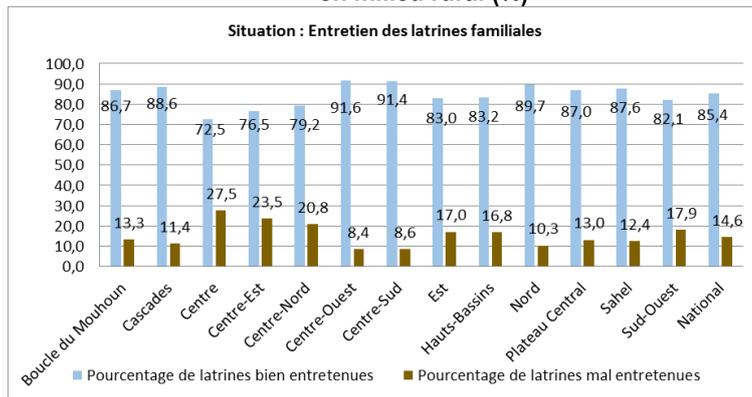


En 2015, 39 649 latrines ont été visitées et ont concernées 39 333 ménages. 34,3% de ces ménages déclarent se laver les mains au savon ou à la cendre à la sortie des toilettes.

Le graphique fait l'état des latrines dont les utilisateurs ont déclarés se laver les mains. On remarque que la région de la Boucle du Mouhoun est à la traîne en matière de lavage des mains (13,6%), tandis que le Nord et le Plateau Central sont en tête avec respectivement 76,6% et 69,9%. Ces bons taux pourraient s'expliquer par les incidences des projets et programmes tel que PROGEA au Plateau Central.

Source :DGAEUE, 2015

Figure 17: Graphe sur la situation de l'entretien des latrines en milieu rural (%)



En 2015, 39 649 latrines ont été visitées et ont concernées 39 333 ménages. 85,4% de ces latrines sont entretenues convenablement. Les variables prises en compte pour renseigner cet indicateur sont les suivantes : la propreté de la latrine, la présence des mouches et le dégagement des odeurs désagréables. On constate que la région la moins performante (Centre) entretient plus de 72% de l'ensemble de ses latrines.

Source :DGAEUE, 2015

4.2.2 Milieu urbain

Tableau 51 : Récapitulatif des réalisations physiques en assainissement depuis le démarrage du PN-AEPA

	PSA (Nombre)	Assainissement familial (Nombre)	Assainisseme nt public (Nombre)	Station d'épuratio n (Nombre)	Réseau collectif (km)	Raccordé s au réseau (Nombre)	Stations de traitement des boues de vidange	Puisards
Prévision 2015	56	222000	900	1	93	2 688	-	-
Réalisations 2007	2	48 902	0	0	0	0	0	79 319
Réalisations 2008	6	7 777	159	1	0	229	0	16 557
Réalisations 2009	11	8 664	178	0	14	126	0	14 985
Réalisations 2010	0	3 458	173	0	21	415	0	10 408
Réalisations 2011	27	10 218	231	0	2	3	0	22 462
Réalisations 2012	0	16 306	255	0	23	154	0	16 325
Réalisations 2013	0	15 473	388	0	0	148	1	11 872
Réalisations 2014	10	17 896	413	0	2,4	126	1	14 706
Réalisations 2015	0	15 931	534	0	0	160	0	5 616
Cumul des réalisations 2007- 2015	56	144 625	2 331	1	62	1 361	2	192 250
Taux (%)	100%	65%	259%	100%	67%	51%	-	-
Gap 2014-2015 pour atteindre les OMD	0	77 375	0	0	31	1 327	-	-

Source : ONEA, 2015

L'analyse du tableau des performances montre que l'objectif des latrines publiques est largement dépassé. Les cibles OMD pour l'élaboration des PSA et la réalisation des stations d'épuration est atteinte. Le gap des latrines familiales, le réseau et les raccordements est élevé, l'atteinte de ces cibles en 2015 est donc compromise.

4.2.2.1. Mise en œuvre des Plans Stratégiques d'Assainissement

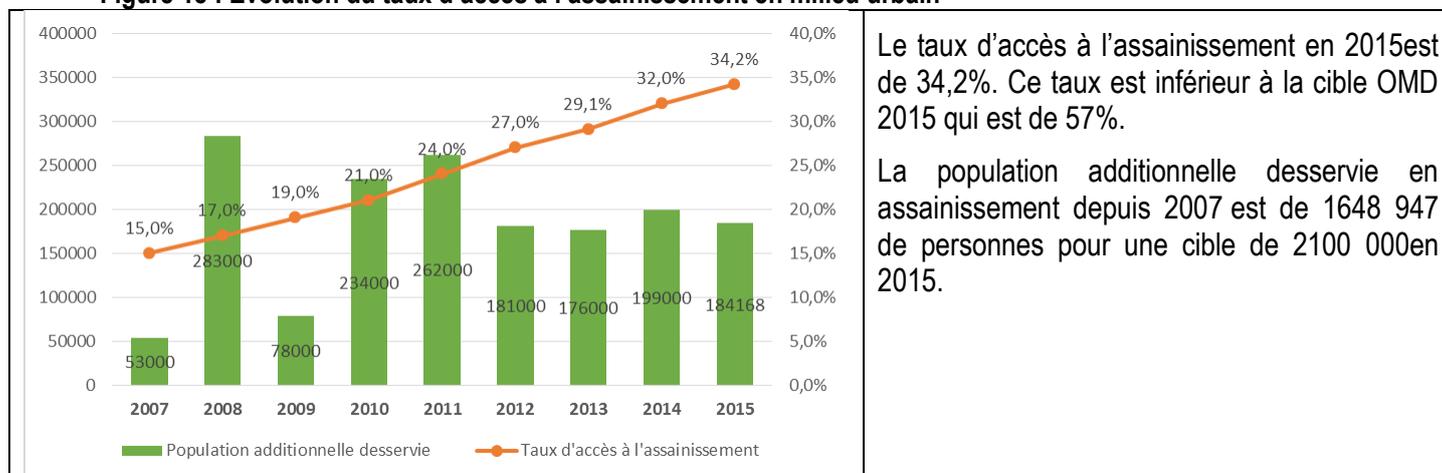
Au 31 décembre 2015, le nombre de PSA mis en œuvre est de 30 sur 56 élaborés soit un taux de mise en œuvre de 54% pour une cible de 57%. La cible n'est donc pas atteinte.

Ce taux en baisse par rapport à celui de 2014 (65%) est lié à l'élaboration de nouveaux PSA faisant passer le nombre de 49 à 56, alors qu'aucun nouveau PSA n'a été mis en œuvre.

4.2.2.2 Accès à l'assainissement

Le taux d'accès à l'assainissement au 31/12/2015 est de 34,2% pour une cible de 35%. La cible n'est donc pas atteinte. Le nombre de personnes supplémentaires ayant accès à l'assainissement en 2015 est de 184 152.

Figure 18 : Evolution du taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain



Le taux d'accès à l'assainissement en 2015 est de 34,2%. Ce taux est inférieur à la cible OMD 2015 qui est de 57%.

La population additionnelle desservie en assainissement depuis 2007 est de 1 648 947 de personnes pour une cible de 2 100 000 en 2015.

Source : ONEA, 2015

Tableau 52 : Taux d'accès à l'assainissement en milieu urbain par direction administrative en 2015 (%)

Régions	Centres concernés par le calcul	Taux d'accès à l'Assainissement 2015 (%)
Boucle du Mouhoun	Dédougou, Toma, Tougan, Boromo, Nouna, Solenzo	22,6
Cascades	Banfora, Bérégadou, Niangoloko, Sindou	22,9
Centre	Ouagadougou, Saaba, Pabré	42,7
Centre-Est	Tenkodogo, Koupela, Zabré, Bittou, Garango, Poytenga	15,9
Centre-Nord	Kaya, Kongoussi, Boulsa	23,0
Centre-Ouest	Koudougou, Sabou, Réo, Léo, Fara, Poura	23,5
Centre-Sud	Manga, Kombissiri, Pô	15,1
Est	Fada N'Gourma, Bogandé, Gayeri, Kompienga, Diapaga, Pama	27,6
Hauts-Bassins	Bobo Dioulasso, Orodara, Houndé	34,7
Nord	Ouahigouya, Titao, Yako, Gourcy	26,6
Plateau Central	Ziniare, Lombila, Boussé, Zorgho	11,5
Sahel	Dori, Djibo, Gorom-Gorom (+ Arbinda), Sebba	21,8
Sud-Ouest	Diébougou, Gaoua	21,9
Total ONEA		34,2

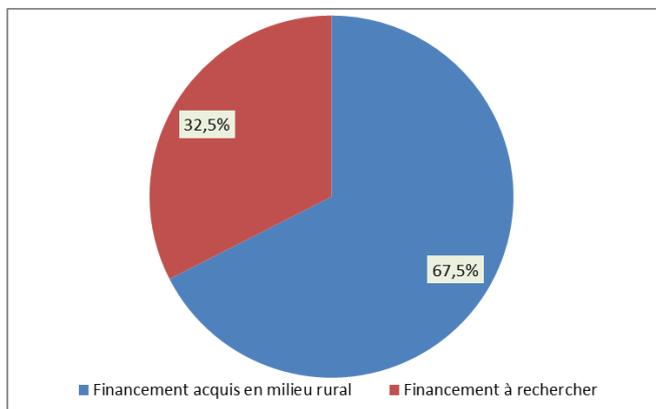
Source : ONEA 2015

L'analyse du tableau montre qu'il y a des disparités remarquables entre les taux d'accès à l'assainissement au niveau régional. Cela s'explique par la non mise en œuvre des PSA dans certains centres. En effet, les populations de tous les centres couverts en eau potable par l'ONEA sont considérées dans le calcul du taux d'accès alors qu'aucune réalisation n'y a été effectuée.

V. FINANCEMENT DU PN-AEPA

5.1 Milieu rural

Figure 19 : Financements acquis et à rechercher



Source : Plan de Financement DGRE, 2015

Tableau 53 : Financements acquis par rapport aux besoins de financement (en milliards de FCFA)

Coût du PN-AEPA en milieu rural	Financement acquis	Gap de financement	Taux de mobilisation (en %)
406,0	273,9	132,0	67,5

5.1.1 Taux d'exécution du Budget Programme par Objectif en milieu rural

Tableau 54: Exécution BP Loi de finances 2015 (en millions de FCFA)

Source de financement	Budget	Engagé visé	Taux d'exécution base engagement (%)
Ressources propre de l'Etat	3 039,4	3 002,6	98,8
ABS	8 091,6	7 231,7	89,4
TOTAL	11 131,0	10 234,4	91,9

Source : CID, Février 2016

Les ressources de l'ABS, ajoutées aux ressources propres de l'Etat allouées aux dépenses d'investissement (projet nationaux et contrepartie de projet) au profit du secteur de l'AEPA en milieu rural au titre de l'année 2015 s'élèvent à 11 131,0 millions de FCFA. Le niveau d'exécution se situe à 10 234,4 millions de FCFA, soit un taux d'exécution de 91,9% base engagement-visé.

Ce taux est supérieur à la cible de la matrice de performance qui est de 90%.

5.2 Milieu urbain

Tableau 55 : Proportion des financements acquis par rapport aux besoins de financement AEPA (en milliards de francs CFA)

Composante	Besoin en financement	Financement acquis	Taux de mobilisation (En %)
Eau potable	107,95	107,95	100
Assainissement	51,0	48,85	96
AEPA urbain	158,95	156,8	99

Source : ONEA, 2015

Les besoins en financement sont totalement couverts pour l'AEP. Un GAP de 2,15 milliards est à rechercher pour l'assainissement.

5.2.1 Taux d'exécution du Budget d'investissement

Le taux d'exécution du budget d'investissement sur base engagement en 2015 est de 81% pour une cible annuelle de 90%. Ce taux n'est pas atteint. La cible 2016 est de 90%.

VI. ANALYSE DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES

6.1 Milieu rural

Tableau 56 : Situation d'exécution des plans de passation des marchés

REGIONS	Mode de passation des marchés					Total de marchés inscrits dans le plan de passation	Etat d'exécution		
	Appels d'offres	Demande de prix	Manifestation d'intérêt + Demande de proposition	Demande de cotation	Gré à gré/Entente directe		Exécuté	Non exécuté	Taux d'exécution (%)
Boucle du Mouhoun	4	0	5	1	0	10	9	1	90
Cascades	5	0	6	0	1	12	7	5	58,33
Centre	8	0	3	2	1	14	14	0	100
Centre-Est	12	2	12	1	1	28	27	1	96,43
Centre-Nord	2	0	8	7	2	19	15	4	78,95
Centre-Ouest	4	0	5	0	1	10	9	1	90
Centre-Sud	3	0	3	0	1	7	5	2	71,4
Est	12	0	4	1	1	18	16	2	88,8
Hauts-Bassins	2	0	1	4	1	8	7	1	87,5
Nord	6	0	4	3	1	14	14	0	100
Plateau Central	3	0	4	3	1	11	9	2	81,82
Sahel	4	0	6	19	3	32	28	4	87,5
Sud-Ouest	3	1	2	3	1	10	10	0	100
DGAEUE	2	1	0	2	0	5	3	2	60
DGRE	2	4	0	7	4	17	15	2	88
TOTAL	72	10	62	47	18	209	182	27	87,1

Source : Rapport 18^{ème} CRP, DGRE, DGAEUE

Sur la base des rapports de plans de passation des marchés 2015 des 13 régions, sur 209 marchés inscrits au Plan de Passation des Marchés, 182 ont été exécutés, soit 87,1% d'exécution. Dans toutes les régions, les plans de passation sont exécutés à plus de 50%. 3 régions (le Sud-Ouest, le Centre et le Nord) ont exécuté à 100% leur plan de passation de marché.

Au niveau des Directions Centrales, le taux d'exécution des marchés est de 88% pour la DGRE et de 60% pour la DGAEUE. Les acquisitions ont concerné principalement les dépenses de fonctionnement. Les événements de fin 2014 ont vu le budget d'investissement baissé si bien qu'il n'a pas été programmé de nouveaux investissements.

Les principales difficultés relevées dans l'exécution des plans de passation des marchés se résument comme suit :

- La lourdeur administrative dans le processus de passation des marchés signalée permanemment dans les rapports ;
- L'inscription tardive des ressources transférées aux communes des années antérieures au budget supplémentaire ;

- La situation socio-politique du pays qui a engendré un réaménagement budgétaire, a ralenti ou entravé la passation et l'exécution de certains marchés en 2015.

Au regard des difficultés rencontrées, les recommandations suivantes peuvent être formulées à l'intention de tous les acteurs :

- Anticiper les procédures de passation des marchés ;
- Assurer une formation au profit des acteurs en passation des marchés.

6.2 Milieu urbain

Etat d'exécution du plan de passation des marchés (PPM)

Au titre de l'année 2015, quatorze (14) dossiers d'appel d'offres étaient inscrits au plan de passation des marchés (PPM) de l'ONEA et 9 ont été passés, soit un taux de 64%.

Difficultés rencontrées dans la passation des marchés

La principale difficulté demeure la lourdeur de la procédure de passation des marchés, en particulier le retard mis pour l'avis de conformité et de la publication par la Direction Générale de Contrôle des Marchés publics et Engagements Financiers (DGCMEF).

Solutions apportées

Instaurer un contrôle à posteriori de la DGCMEF en lieu et place des avis à priori.

CONCLUSION

En milieu rural, pour l'année 2015, le bilan physique des nouvelles réalisations d'AEP est satisfaisant (1 393 nouveaux PEM communautaires, 522 réhabilitations de PEM, 179 nouvelles Bornes Fontaines, 116 nouveaux Branchements Particuliers) et cela a permis d'atteindre la cible du taux d'accès à l'eau potable fixée à 65%.

Le bilan d'exécution physique est également satisfaisant pour la réalisation des latrines familiales avec 41 317 latrines (nouvelles réalisations et réhabilitations). Aussi, la cible du taux d'accès fixé à 12% a été atteinte.

Les difficultés identifiées dans la chaîne de réalisation des ouvrages AEPA au cours de l'année 2015 sont principalement liées aux restrictions budgétaires de l'Etat, le retard dans la passation des marchés, au manque de synergie dans les interventions, la défaillance et l'insuffisance de professionnalisme de certaines entreprises.

En milieu urbain, la réalisation des travaux eau potable et assainissement du PN-AEPA s'est déroulée de façon satisfaisante avec pour résultat l'atteinte de la cible annuelle de 89% pour l'accès à l'eau potable. A l'inverse, la cible 2015 qui était de 35% pour le taux d'accès à l'assainissement n'a pas été atteinte.

Des activités de renforcement des capacités et d'accompagnement des acteurs en matière d'eau et d'assainissement ont été menées au cours de l'année.

Dans l'ensemble les résultats atteints au cours de l'année 2015 restent assez satisfaisants avec une performance remarquable au niveau de l'approvisionnement en eau potable.

A l'échéance de la mise en œuvre du PN-AEPA, les résultats sont mitigés pour le milieu rural. Cependant, on note une performance en matière d'approvisionnement en eau potable en milieu urbain même si des efforts restent à faire quant à la continuité du service et dans le domaine de l'assainissement. Ces résultats interpellent tous les acteurs à maintenir, voire améliorer les acquis dans le sens d'atteindre l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement.

Enfin les acquis et les insuffisances du PN-AEPA seront mis à profit dans la mise à œuvre des futurs programmes du secteur de l'eau et de l'assainissement en cours d'adoption.

Annexe 1 : Situation des montants transférés aux communes dans le domaine de l'AEP

REGIONS	Années	Nombre de communes bénéficiaires	Montants transférés en FCFA
Boucle du Mouhoun	2009	0	0
	2010	24	96 000 000
	2011	41	164 000 000
	2012	47	490 000 000
	2013	15	450 000 000
	2014	12	352 800 000
	2015	1	30 128 232
	Total 2009 - 2015		1582928232
Cascades	2009	0	0
	2010	6	24 000 000
	2011	14	56 000 000
	2012	17	36 000 000
	2013	0	0
	2014	7	176 400 000
	2015	1	30 128 232
	Total 2009 - 2015		322528232
Centre	2009	4	8 000 000
	2010	6	24 000 000
	2011	6	24 000 000
	2012	7	24 000 000
	2013	0	0
	2014	3	75 600 000
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		155600000
Centre-Est	2009	0	0
	2010	9	36 000 000
	2011	24	96 000 000
	2012	30	60 000 000
	2013	0	0
	2014	1	25 200 000
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		217200000
Centre-Nord	2009	24	48 000 000
	2010	24	96 000 000
	2011	25	100 000 000
	2012	28	362 000 000
	2013	3	90 000 000
	2014	0	0
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		696000000
Centre-Ouest	2009	34	68 000 000
	2010	35	140 000 000
	2011	34	136 000 000
	2012	38	76 000 000
	2013	8	240 000 000
	2014	7	176 400 000
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		836400000
Centre-Sud	2009	0	0
	2010	1	4 000 000
	2011	16	64 000 000
	2012	19	182 000 000
	2013	0	0
	2014	3	75 600 000
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		325600000
Est	2009	6	12 000 000
	2010	9	36 000 000
	2011	22	88 000 000
	2012	27	54 000 000
	2013	7	210 000 000
	2014	4	100 800 000
	2015	4	120512928
	Total 2009 - 2015		621312928
Hauts-Bassins	2009	0	0
	2010	19	76 000 000
	2011	30	120 000 000
	2012	33	66 000 000
	2013	9	270 000 000
	2014	7	176 400 000
	2015	4	120512928
	Total 2009 - 2015		828912928
Nord	2009	11	22 000 000
	2010	24	96 000 000
	2011	27	108 000 000
	2012	31	62 000 000
	2013	23	712 000 000
	2014	8	252 000 000
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		1252000000
Plateau Central	2009	0	0
	2010	16	64 000 000
	2011	17	68 000 000
	2012	20	264 000 000
	2013	1	30 000 000
	2014	1	28 320 000
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		454320000
Sahel	2009	20	40 000 000
	2010	23	92 000 000
	2011	22	88 000 000
	2012	26	82 000 000
	2013	3	90 000 000
	2014	8	226 800 000
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		618 800 000
Sud-Ouest	2009	1	2 000 000
	2010	5	20 000 000
	2011	24	96 000 000
	2012	28	348 000 000
	2013	4	120 000 000
	2014	2	50 400 000
	2015	2	60256464
	Total 2009 - 2015		696656464
National	2009	100	200 000 000
	2010	201	804 000 000
	2011	302	1 208 000 000
	2012	351	2 106 000 000
	2013	73	2 212 000 000
	2014	63	1 716 720 000
	2015	13	391 667 000
	Total 2009 - 2015		8638387000

Annexe 2 : Situation des montants transférés aux communes dans le domaine de l'AEUE

REGIONS	Années	Nombre de communes bénéficiaires	Montants transférés en FCFA
Boucle du Mouhoun	2009	0	0
	2010	0	0
	2011	0	0
	2012	0	0
	2013	0	0
	2014	0	0
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		0
Cascades	2009	0	0
	2010	0	0
	2011	0	0
	2012	0	0
	2013	0	0
	2014	0	0
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		0
Centre	2009	0	0
	2010	0	0
	2011	0	0
	2012	0	0
	2013	0	0
	2014	0	0
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		0
Centre-Est	2009	0	0
	2010	0	0
	2011	0	0
	2012	0	0
	2013	0	0
	2014	0	0
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		0
Centre-Nord	2009	0	0
	2010	0	0
	2011	0	0
	2012	0	0
	2013	0	0
	2014	0	0
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		0
Centre-Ouest	2009	0	0
	2010	0	0
	2011	0	0
	2012	0	0
	2013	0	0
	2014	0	0
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		0
Centre-Sud	2009	0	0
	2010	0	0
	2011	0	0
	2012	0	0
	2013	0	0
	2014	0	0
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		0
Est	2009	0	0
	2010	0	0
	2011	0	0
	2012	0	0
	2013	0	0
	2014	0	0
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		0
Hauts-Bassins	2009	0	0
	2010	0	0
	2011	0	0
	2012	0	0
	2013	0	0
	2014	0	0
	2015	4	157 102 800
	Total 2009 - 2015		157 102 800
Nord	2009	0	0
	2010	0	0
	2011	0	0
	2012	0	0
	2013	0	0
	2014	0	0
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		0
Plateau Central	2009	0	0
	2010	0	0
	2011	0	0
	2012	0	0
	2013	0	0
	2014	0	0
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		0
Sahel	2009	0	0
	2010	0	0
	2011	0	0
	2012	0	0
	2013	0	0
	2014	0	0
	2015	0	0
	Total 2009 - 2015		0
Sud-Ouest	2009	0	0
	2010	0	0
	2011	0	0
	2012	0	0
	2013	0	0
	2014	0	0
	2015	3	117 857 100
	Total 2009 - 2015		117 857 100
National	2009	0	0
	2010	0	0
	2011	0	0
	2012	0	0
	2013	0	0
	2014	0	0
	2015	7	275 000 000
	Total 2009 - 2015		275 000 000